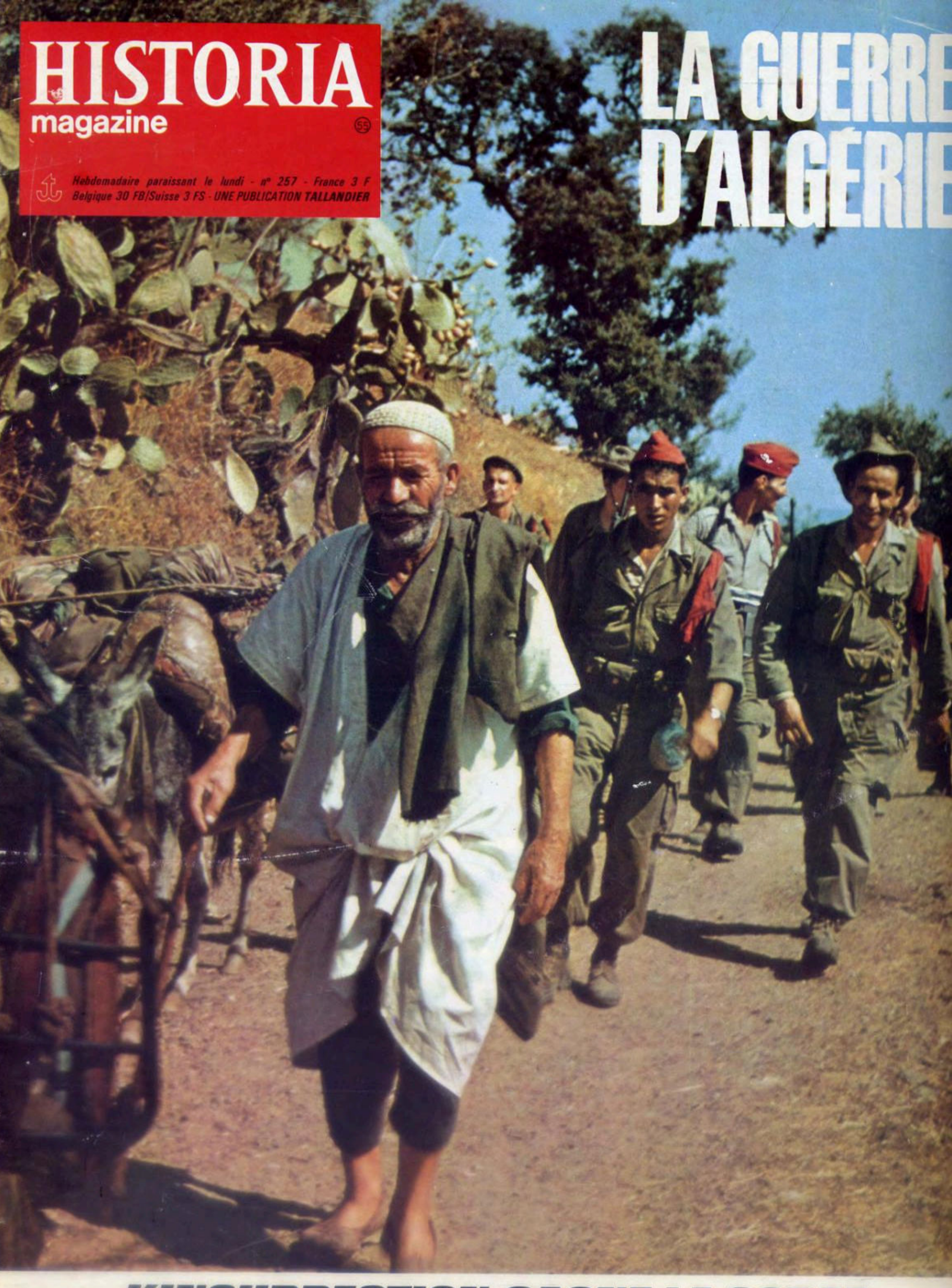



# L'INSURRECTION GAGNE LA CORSE



# A LA VEILLE DE L'INVESTITURE

Jean FONTUGNE

*Le 26 mai, Pflimlin rencontre de Gaulle. Le 28 mai, de la Nation à la République, parlementaires M.R.P. et socialistes se retrouvent, dans la rue, aux côtés des communistes. Trois jours plus tard, ils voteront l'investiture du général.*

*Que s'est-il passé au cours des derniers jours du mois de mai? Pourquoi les Français de la métropole ne réagissent-ils plus?*

*Certainement, l'affaire de Corse est à l'origine de cette apathie. La marine nationale a quitté Malte pour une direction inconnue; les gendarmes envoyés en renfort n'ont pu débarquer dans l'île. L'expédition a pris rapidement des allures de kermesse. Déjà, dans le sud de la France, les premiers comités de salut public se créent. La crainte d'une guerre civile a quitté les esprits. Le peuple, dans sa grande majorité, de la droite à la gauche, ne croit plus au « système » : la fin du régime est proche. Nombre de parlementaires sont coupés de la nation comme le montreront les prochaines consultations électorales.*

*Que pouvait faire le gouvernement Pflimlin, bafoué par l'armée et abandonné des masses? Dans les chancelleries occidentales, on estime que l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle ne fait plus aucun doute. Seule, l'Union soviétique émet, par la voix de son président, le maréchal Vorochilov, quelques doutes : ils ne dureront pas.*

*A Alger, l'euphorie est totale. Comme le remarquait, le 3 juin, le correspondant d'*United Press *reprenant les déclarations du général Massu : « Les comités de salut public avaient fait serment de ne pas mettre fin à leur mandat avant l'avènement d'un gouvernement d'union nationale à Paris sous la présidence du général de Gaulle. Leur rôle est-il désormais terminé? La question n'a pas encore de réponse. Mais il est évident que la décision appartient au nouveau chef du gouvernement. Les chefs militaires ne sont que trop satisfaits de sortir de la situation ambiguë qui avait été la leur... »*

*Français de la métropole et Français d'Algérie envahiront, durant le dernier week-end de mai, plages et campagnes, sans appréhension...*

J. F.

**NOTE DE LA RÉDACTION :**
*Historia Magazine* publie simultanément deux hebdomadaires : « La Guerre d'Algérie » et « 2e Guerre Mondiale ». Le numéro de série de chacune de ces publications figure dans le cartouche de couverture et précède l'annonce du sommaire. La numérotation paire du magazine est réservée à la 2e guerre mondiale, la numérotation impaire à la guerre d'Algérie. Exemple : n° **240** « 2e Guerre Mondiale » (dans le cartouche n° **1**), n° **241** « La Guerre d'Algérie » (dans le cartouche n° **47**), n° **242** « 2e Guerre Mondiale » (dans le cartouche n° **2**), n° **243** « La Guerre d'Algérie » (dans le cartouche n° **48**), etc.

## *Sommaire n° 55 - Historia magazine n° 257*



Le général Allard commande le corps d'armée d'Alger au moment du 13 Mai. Il restera en poste près du général Salan et sera témoin du jeu subtil et efficace du « Mandarin ».

# POUVOIRS CIVIL ET MILITAIRE A SALAN

Au milieu de l'agitation et de l'effervescence qui règnent tant à Alger qu'à Paris dans l'attente du vote d'investiture du gouvernement Pflimlin, l'armée garde son calme et se consacre à sa mission de guerre et de pacification. Depuis le début du mois, d'importantes opérations contre les bandes rebelles ont eu lieu sur l'ensemble du territoire et particulièrement dans l'Est constantinois.

Cependant, le haut commandement suit, heure par heure, le déroulement de la situation en France et en Algérie, tandis qu'à Alger se prépare la manifestation de masse qui doit se dérouler dans l'après-midi à la mémoire des trois soldats français fusillés par le F.L.N. en Tunisie.

Les événements de cette journée du 13 mai sont connus. Je préciserai seulement quelques faits intéressants.

*13 mai.* A 17 h 30, le général Salan, accompagné du préfet Barret, de l'amiral Auboyneau, des généraux Jouhaud, Allard et Massu, se porte vers le monument aux morts, au milieu d'une foule extrêmement dense. Ils sont accueillis aux cris d' « Algérie française », « L'armée au pouvoir », puis c'est un silence impressionnant pendant la sonnerie Aux morts et l'exécution de *la Marseillaise*.

18 h 30. A peine rentré à mon P.C. de la caserne Pélissier, coup de téléphone de Salan : « Il y a du grabuge au G.G. Que fait Massu ? Voyez ça. » Je saute dans ma jeep et, par la rampe Valée, j'arrive, par les hauts d'Alger, à proximité du ▶



◂ Certains campent en ville. On ne sait pas comment la situation pourra évoluer ! En fait, ce sera une promenade dans l'événement. Pour ces jeunes qui parfois pitonnent depuis des mois, c'est une aubaine.

Le souci constant ▸ du général Salan dans ces journées de tumulte : ne pas couper l'armée des civils. L'armée, c'est, à ce moment-là, plus de 400 000 hommes répartis sur tout le territoire. Salan est leur « patron ».





◂ Pour l'armée du bled, qui n'est pas celle que la foule réclame au Forum (elle veut les paras !), le 13 Mai offre parfois l'occasion d'un déplacement-surprise. Le général Allard fait venir des troupes dans Alger.

Photos Pagès/Paris-Match

## la légalité, arme majeure du "Mandarin"

Gouvernement général. Tous les abords et le Forum sont noirs de monde. Je rencontre une compagnie de paras, en réserve, l'arme au pied, je l'envoie sur le Forum. Impossible de rouler, je continue à pied au milieu d'une foule sympathisante, qui me fraye le passage. Une femme m'accroche par le bras, pathétique : « Mon mari a été assassiné, ma ferme brûlée, j'ai tout perdu, mais je veux rester française. Défendez-nous! » J'arrive sur l'esplanade, la foule me paraît indécise; alors, avisant une voiture munie d'un haut-parleur, je monte sur le capot et, micro en main, je m'adresse à la foule : « Faites-nous confiance, vous serez entendus, ne gâchez pas cette magnifique démonstration patriotique; maintenant, rentrez chez vous. » Un mouvement de dispersion s'amorce quand un homme me prend par le bras et hurle : « Non! Assez de paroles! Des actes! L'armée au pouvoir! Nous resterons ici! »

Quelques minutes après, je me retrouve auprès de Salan, au G.G., dans le bureau de Maisonneuve, qui donne sur le Forum, où la foule ne cesse d'affluer. Une confusion extrême règne. Les bureaux sont envahis par une masse d'individus, presque tous jeunes, hommes de Robert Martel, étudiants de Lagaillarde. Tous parlent en même temps, excités, mais non hostiles envers les officiels présents, parmi lesquels je reconnais Chaussade, Peccoud, Hosteing, Gorlin. Un grand gaillard, en manches de chemise, très à son aise, fait beaucoup de bruit allant de la pièce au balcon. Je demande à Peccoud qui est ce zèbre. Il me répond : « Connais pas, il n'appartient apparemment à aucun mouvement. » C'est alors que quelqu'un interpelle cet inconnu : « Qui êtes-vous? » Et, comme une évidence, l'autre de répondre : « Moi? La foule! » C'était un nommé Baudier. J'entends des cris : « Formons un comité de salut public! Massu avec nous! ».

Massu, le vainqueur de la « bataille d'Alger », Massu, c'est l'armée en qui on a confiance. Massu s'approche de Salan et l'interroge du regard. D'un seul mot, Salan lui donne son accord : « Allez-y. » Le moment réellement critique est passé. Massu va constituer le premier Comité de salut public d'Alger, dont il prend la présidence. Nous pouvons alors nous retirer dans une pièce voisine. J'entre en contact par téléphone avec mon état-major et approuve les mesures que me propose mon adjoint, le général Roy, pour rapprocher d'Alger certaines troupes en cas de besoin. Pendant ce temps, Salan s'est mis en communication avec Paris, et rend compte de la situation. Autour de lui, Chaussade, Maisonneuve, Hosteing et un certain nombre de directeurs du G.G. lui demandent d'assumer toutes les responsabilités en Algérie. Enfin, c'est, par téléphone, Félix Gaillard qui investit le général Salan de tous pouvoirs pour le rétablissement de l'ordre, décision confirmée, vers 22 heures, par télégramme officiel nº 2272, en ces termes : « Le général Salan, C.S.I.A., est habilité à prendre toutes mesures pour la protection des biens et des personnes jusqu'à nouvel ordre. » Pouvoirs confirmés, dès les premières heures du 14, par le nouveau président du Conseil, Pierre Pflimlin.

Ainsi, à aucun moment, bien qu'on se soit plu à le dire, l'armée, dans la personne de son chef, le général Salan, n'a usurpé le pouvoir en Algérie. Le commandant en chef a agi avec une grande sagesse, et d'abord en ne prenant aucune mesure qui aurait pu créer l'irrémédiable.



Pagès/Paris-Match

Le Comité de salut public n'a, en fait, aucune attribution autre que celle d'un organe de liaison.

» Il est certain que les premières décisions du gouvernement auront une importance capitale. La population d'Alger tout entière a eu pendant ces heures — personne ne peut le discuter — le sentiment profond qu'elle défendait la cause de l'Algérie, partie intégrante de la France. Elle attend des paroles et des décisions fermes. Sa déception créerait ici une situation tragique. »

## L'igame Barret main dans la main avec l'armée

A 9 h 30, conseil, sous la présidence du général Salan, réunissant Chaussade, Hosteing, Barret, les généraux Jouhaud, Allard, Massu, le colonel Ducournau et l'amiral Auboyneau. Les responsables de l'administration réaffirment au commandant en chef qu'ils se rangent sous ses ordres. Le point de la situation est fait, il apparaît alors comme indispensable et urgent d'informer toutes les autorités civiles et militaires d'Algérie. Je propose la formule d'un ordre général, que je rédige aussitôt et qui commence ainsi :

« Investi de la mission d'assurer le maintien de l'ordre et la protection des biens et des personnes, j'assume, avec le concours des autorités civiles en place, tous les pouvoirs afférents à cette mission... »

Finalement, la formule d'un communiqué impersonnel, diffusé par voie de presse et d'affiches, fut préférée à celle d'un ordre général. J'ai regretté que les mots « investi » et « avec le concours des autorités civiles » aient été supprimés du texte définitif. Cela aurait évité les contestations que certains préfets ne manquèrent pas de faire quant à la légitimité des pouvoirs du général Salan. En effet, dans la journée même, on me signala de différents points de l'Algérois que l'authenticité du communiqué était mise en doute. Je dus préciser, par télégramme urgent à toutes les autorités, que « le général Salan était seul auteur et signataire de ce communiqué, établi en plein accord avec le secrétaire général du ▶

Il a tout de suite compris qu'il ne fallait pas couper la population, la foule des manifestants, si excitée fût-elle, de l'armée. Un moment débordé par les événements, lorsqu'il ne put se faire entendre du balcon du Forum, il sut désamorcer la bombe près d'éclater en autorisant Massu à prendre la direction du Comité de salut public et par là même en s'en assurant le contrôle. Gardant la tête froide, il sut ne pas rompre avec Paris mais au contraire rester dans la légalité. C'est le gouvernement qui bientôt va rompre les ponts avec Alger et non l'inverse. Aussi, lorsque, vers 3 heures du matin, il lance cette courte proclamation : « Algérois, ayant la mission de vous protéger, je prends en main les destinées de l'Algérie française. Je vous demande de faire confiance à l'armée et à ses chefs et de montrer, par votre calme, votre détermination », c'est en toute légalité.

Vers 3 h 30, malgré l'annonce de l'investiture de Pflimlin, les derniers manifestants quittent le Forum.

Investi à la fois par Alger et par Paris, Salan domine alors la situation. Si pas une goutte de sang n'a coulé et ne coulera dans les jours suivants, c'est bien à lui qu'on le doit.

*14 mai.* Après un court repos, le premier souci du commandant en chef est de rédiger un compte rendu des événements de la veille pour le gouvernement. Il termine ainsi, justifiant son action et mettant en garde le pouvoir :

« Mon attitude a été essentiellement commandée par le double souci d'éviter toute effusion de sang et de ne pas engager l'avenir. Les deux objectifs ont été atteints.

J. Eyermann



**Mais, pour un grand nombre, ils vivent au contact ▶ permanent des musulmans, les protègent, comme ici où ils entourent un douar de barbelés contre le F.L.N.**

# Chélif et Kabylie : des préfets hostiles


Pagès/Paris Match

◀ Tenus au courant heure par heure de ce qui se passe à Alger, les responsables militaires suivront le général Salan.



Dans la nuit du 13, ▶ F. Gaillard, encore président du Conseil, maintient Salan dans son rôle de commandant suprême en Algérie.

Il le charge d'assurer la surveillance et la protection des biens et des personnes. Puis Gaillard « tombe » et Pflimlin confirme, le 14. ▼


Joël de Gryer d'Orth

Gouvernement général et l'igame » (TO nº 513/CAB).

Il est intéressant de noter, dans cette situation de crise, ce que furent l'attitude et les réactions des différentes autorités, notamment de celles qui, éloignées d'Alger, n'avaient pas vécu cette nuit du 13 mai. Je ne parlerai que de l'Algérois, mais ailleurs les réactions furent du même ordre. Chez les militaires, les généraux sous mes ordres, renseignés heure par heure, la discipline joua sans aucun problème. Différente fut la réaction chez les civils. A Alger même, compréhension totale de la part de Serge Barret, préfet-igame, homme d'autorité et de grand bon sens, qui ne cessa d'agir en toute confiance, la main dans la main, avec l'autorité militaire. Dans le département du Titteri, il en fut de même pour M. Bonhomme, préfet de Médéa, qui, pour bien souligner l'accord entre autorités civiles et militaires, diffusa, le 14, dès 9 heures, le télégramme suivant, rédigé et signé conjointement avec le général de Pouilly, commandant la zone : « TO nº 51/ZSA/CAS. Appel à la population du département du Titteri. D'un commun accord, préfet du département et général commandant la Z.S.A. invitent la population à conserver calme et discipline, à faire confiance aux autorités civiles et militaires placées sous leur commandement pour maintenir l'ordre et la sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'Algérie et de la France indissolublement unies dans un même destin. 14 mai 1958. »

## La version de Vignon

Il en va tout autrement dans l'Orléansvillois où le préfet Chevrier refuse de reconnaître la légitimité des pouvoirs du général Salan et entend n'avoir d'ordres à recevoir que de Paris. La porte de la préfecture reste close pour les délégations de la population et du comité de salut public local. L'ambiance est tendue à Orléansville, où il faut toute l'autorité et la diplomatie du général Gracieux, commandant la Z.O.A., pour calmer la population.

La situation est plus explosive encore en Kabylie du fait de Robert Vignon, préfet de Tizi-Ouzou, qui, dès le 14 au matin, prend une position délibérément hostile.

> *Tizi-Ouzou, le 14 mai 1958*
>
> AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,
>
> *Nous, Robert Vignon, préfet de la Grande Kabylie, requérons, en vertu de la loi et du décret du 17 mars 1956 sur les pouvoirs spéciaux, M. le capitaine commandant l'escadron 5/10 de gendarmerie mobile à Tizi-Ouzou, d'ordonner* l'usage des armes*, si besoin en est, pour l'exécution de la réquisition particulière qui lui a été adressée ce jour pour interdire l'accès et assurer la sécurité d'un certain nombre de bâtiments publics de Tizi-Ouzou, notamment la mairie, la préfecture, la cité administrative, le bâtiment des postes, l'hôtel de la préfecture.*
>
> *Pour la garantie dudit capitaine, nous apposons notre signature.*
>
> Signé : *R. Vignon.*

Il décrète les comités de salut public illégaux et révolutionnaires, réclame la dissolution de l'unité territoriale, qui cependant n'assurait que son service normal. Par réquisition aux P.T.T., il interdit toute communication téléphonique et télégraphique avec Alger, déclare publiquement ne pas reconnaître la délégation de pouvoir donnée par le gouvernement au général Salan. Enfin, il signe une réquisition ordonnant à la gendarmerie mobile l'*usage des armes*, si besoin est, pour interdire l'accès de la préfecture et des bâtiments publics.

Immédiatement alerté par le général Guérin, commandant la Z.E.A., je fais donner l'ordre formel au commandant de l'escadron de G.M. de Tizi-Ouzou de n'obéir qu'aux ordres du général Guérin, seul responsable, désormais, du maintien de l'ordre. Toujours dans cette journée du 14, Vignon téléphone à Mutter, le nouveau ministre de l'Algérie, présente les événements de la veille comme un coup d'État des militaires, réclame la suspension de tout ravitaillement à destination de l'Algérie, seul moyen, précise-t-il, d' « amener les militaires à s'incliner », enfin il multiplie les coups de téléphone avec ses collègues des autres départements d'Algérie pour les inciter



Pagès/Paris-Match

à ne pas exécuter les directives du commandant en chef, ajoutant que, d'ailleurs, « Salan était prisonnier de Massu » (1) [*sic*].

En cette journée du 14, l'énigme, ou plutôt l'incohérence, se situe à Paris. A 11 h 30, quelques heures après que Pflimlin eut confirmé officiellement les pouvoirs du général Salan, son ministre de l'Algérie, Mutter, téléphone à Barret pour lui signifier que l'igamie d'Alger est dissoute et que les préfets doivent se tenir en communication directe avec Paris et y prendre leurs ordres! A la même heure, par les écoutes radio du service des transmissions, nous apprenons que les communications téléphoniques et les liaisons aériennes entre Paris et Alger sont suspendues. On ne pouvait mieux faire pour jeter de l'huile sur le feu et exaspérer la population, exaspération dont les comités de salut public se font l'écho.

Enfin, toujours dans cette journée du 14, c'est le président de la République, René Coty, qui lance un appel à tous les chefs militaires en service en Algérie : « Je vous donne l'ordre de rester dans le devoir. » Heureusement, le général Salan ne diffusa pas ce télégramme. Ceux qui en eurent connaissance furent frappés d'indignation, considérant ce message comme un outrage à leur honneur.

Décidément, les réactions de Paris étaient difficilement compréhensibles et dénotaient une incompréhension totale des causes du mouvement du 13 Mai et du rôle joué par l'armée pour maîtriser et dominer l'événement sans faire couler le sang, réservant l'avenir et sauvegardant l'unité de l'armée.

*15 mai*. De retour de Paris, le lieutenant-colonel Feaugas et le sous-préfet Bolotte apportent au général Salan une note d'instructions de Pflimlin par laquelle le président du Conseil confirme les pouvoirs civil et militaire du général, manifeste sa pleine confiance dans l'armée, envisage un renforcement de l'effort en Algérie et la suspension prochaine des mesures de blocus prises par le dernier Conseil des ministres. Il demande, en revanche, au commandant en chef de reprendre le contrôle total de Radio-Alger et de faire effort pour calmer les esprits. Le président du Conseil ne semble pas, malgré les explications de ses interlocuteurs venus d'Alger, avoir saisi l'ampleur et le sens profond du mouvement populaire du 13 mai, il ne songe nullement à s'effacer au profit d'un gouvernement de salut public, mais seulement à élargir sa majorité par un appel à des socialistes tels que Guy Mollet et Jules Moch.

Au Gouvernement général, le général Salan, dont l'un des principaux soucis est la remise en marche de l'administration, se trouve brusquement seul. En effet, les principales autorités civiles, Chaussade, secrétaire général, Peccoud, directeur de la Sûreté, Hosteing, directeur du cabinet civil, ont disparu d'Alger. Dans l'après-midi, j'apprends que ces personnalités ont rallié clandestinement la préfecture de Tizi-Ouzou, comme si, se croyant menacées, elles avaient cherché refuge près du préfet Vignon. Persuadé qu'il ne pouvait s'agir que d'un grave malentendu et que, d'autre part, la présence de Chaussade, fonctionnaire d'une haute compétence, d'une honnêteté et d'un patriotisme indiscutables, était, à tous points de vue, indispensable auprès de Salan, je proposai à ce dernier d'aller moi-même à Tizi-Ouzou pour tenter de convaincre Chaussade de revenir à Alger. Une heure après, je me posai à Tizi-Ouzou où le général Guérin me rendit compte de l'attitude de plus en plus hostile de Vignon. Introduit à la préfecture, j'eus la conviction, après une heure de discussion très courtoise avec Chaussade, que, quant à lui, il était prêt à reprendre, au moins provisoirement, son poste de secrétaire général, mais il posa comme condition que le Gouvernement général serait évacué par le Comité de salut public qui y avait installé son siège, que la presse et la radio seraient étroitement contrôlées par le commandant en chef et non par les délégués du comité et qu'enfin il pût choisir lui-même les fonctionnaires nécessaires à la remise en marche de l'administration sans avoir à prendre l'avis du Comité de salut public. Néanmoins, il déclina mon invitation de le ramener sur l'heure à Alger, dans mon hélicoptère, mais me promit qu'il rentrerait dans la soirée en voiture. Quant à Peccoud et Hosteing, ils refusèrent de rentrer et de prendre position avant quelques jours!

## Massu réagit !

De retour à Alger, je rends compte de ma mission au général Salan et lui conseille de ne prendre aucune décision avant de s'être entretenu avec Chaussade. Mais le Comité de salut public s'agite, la fuite des responsables civils auprès du préfet dissident de Tizi-Ouzou les a déconsidérés, et Massu lui-même intervient vigoureusement pour que Salan nomme tout de suite un nouveau secrétaire général en la personne de Regard et un nouveau directeur

(1) Communication reçue par le préfet Bonhomme à Médéa, qui en fit part au général de Pouilly.



**En Kabylie, le préfet ▶ Vignon *(de dos, face au général Gouraud)* ne « marche » pas et refuse le « coup d'État ». Il donne l'ordre aux gendarmes mobiles de Tizi-Ouzou de tirer au cas où on tenterait de s'emparer des bâtiments officiels de la capitale de la Grande Kabylie.**

# Soustelle élève les débats : il s'efface



Coll. Tallandier

◀ Soustelle, qui vient de débarquer à Maison-Blanche, arrive au Forum, encadré par Salan, Allard et Jouhaud. Que va-t-il faire ? Après la tension des premières heures, il se met aux ordres de Salan.




Marée humaine ▶ délirante sur le Forum d'Alger. Cet enthousiasme, c'est aussi, pour le général Salan, un sujet d'anxiété. Cette foule, il faut la canaliser pour demeurer dans la légalité...

de la Sûreté en la personne du colonel Godard. Dans la soirée, Chaussade n'ayant pas quitté Tizi-Ouzou, le général Salan signa les arrêtés de nomination.

Entre-temps, en fin d'après-midi, s'était produit un fait nouveau et d'une importance considérable pour la suite des événements : dans un communiqué à la presse, le général de Gaulle rompait le silence :

« ... Naguère, le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire tout entier jusqu'à son salut.

» Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. »

*Alger, le 15 mai 1958*

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR INTERARMÉES
et
COMMANDEMENT X^e RÉGION MILITAIRE
LE GÉNÉRAL

ORDRE DU JOUR N° 8

*Depuis dix-huit mois, et chaque fois que j'ai fait appel à vous, vous m'avez répondu avec une ardente générosité. Le succès a consacré vos efforts.*

*La France traverse aujourd'hui des heures graves. Dans une période difficile, les populations européennes et musulmanes de tous les départements d'Algérie ont tenu à affirmer avec force leur cohésion et leur volonté de rester françaises. Leur élan a décidé ceux qui doutaient encore de la résolution de la France.*

*J'ai reçu mission d'assumer provisoirement les pouvoirs civil et militaire. Je les emploierai à maintenir l'ordre et à poursuivre sans désemparer la lutte contre les rebelles.*

*Seul à être informé de la situation, je suis seul à même de prendre les décisions qui s'imposent pour remplir ma mission. Je vous maintiendrai sur le chemin de l'honneur, du loyalisme et de la fidélité aux institutions que la Patrie s'est données.*

*Votre discipline conduira la France à la victoire.*

*Le général d'armée Raoul Salan,*
*commandant supérieur interarmées,*
*commandant la X^e région militaire*

Signé : *Salan*

Comme la veille, la foule, toujours plus nombreuse, se masse à nouveau, ce soir, sur le Forum : plus de 100 000 personnes, dont de nombreux musulmans. La lecture de la déclaration du général de Gaulle par Léon Delbecque déclenche l'enthousiasme. Le général Salan parle à son tour, chaleureusement acclamé; il conclut son allocution par : « Vive l'Algérie française! » et, après un moment d'hésitation, ajoute : « Vive de Gaulle! »

Le sort en est jeté. Toute la population d'Algérie, jusqu'alors en grande majorité antigaulliste, par raison plus que par sentiment, se rallie à de Gaulle, voyant en lui le seul capable de garder l'Algérie française, et pour le peuple algérien d'origine européenne, cela seul compte.

Cependant, le général Salan tient à garder le contact avec ce qui est encore le gouvernement légal de la France. Il ne pourra lui être reproché de n'avoir pas tenu fidèlement le président du Conseil au courant de l'évolution de la situation et des mesures qu'il a été amené à prendre dans l'exercice des pouvoirs qui lui ont été confiés. Dans la nuit, il envoie de nouveau son messager, le lieutenant-colonel Feaugas, auprès du président du Conseil, qui le reçoit dès 8 heures du matin, le 16 mai.

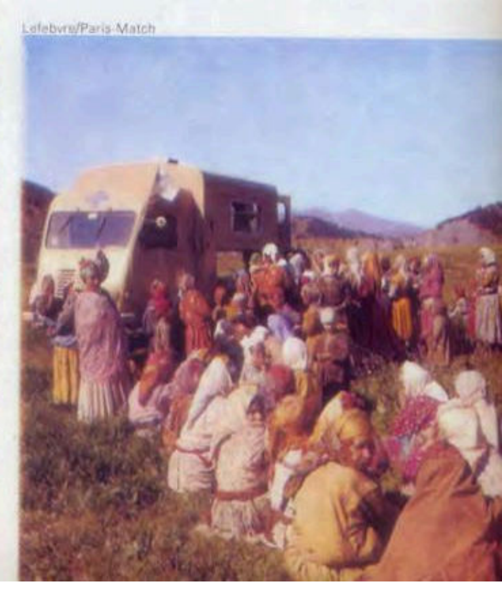
*16 mai.* De retour à Alger en fin d'après-midi, Feaugas rend compte à Salan du durcissement de la position de Pflimlin, dont l'incompréhension de ce qui se passe à Alger est totale. C'est tout juste si à 11 heures, devant l'Assemblée nationale, il n'a pas traité de factieux les généraux d'Alger, et le blocus de l'Algérie est renforcé. Tout dialogue avec Paris devient impossible.

A Alger, Salan est seul devant ses responsabilités, il n'y faillira pas.

Il a signé, la veille au soir, un ordre du jour à ses troupes, ordre n° 8, largement diffusé jusqu'à l'échelon chef de section. Paroles de chef conscient de la tâche qui lui incombe dans une période d'une gravité exceptionnelle. Paroles empreintes de fermeté et de dignité, pas un mot de politique, aucune allusion à ses démêlés avec le régime chancelant, mais à tous il fixe la ligne de conduite à suivre, « maintenir l'ordre et poursuivre sans désemparer la lutte contre les rebelles ». Le reste le regarde, lui et lui seul : « Seul à être informé de la situation, je suis seul à même de prendre les décisions qui s'imposent pour remplir ma mission. »

Au milieu de tous ses soucis, une grande satisfaction est réservée au commandant en chef en cette fin de journée. Du balcon du Forum, il peut contempler une foule plus dense encore que les jours précédents, mais cette foule compte, ce soir,

Lefebvre/Paris-Match






Vital/Paris-Match

plus encore de Français musulmans que de Français de souche. Ils sont venus de tous les quartiers périphériques d'Alger, mais surtout de la Casbah. Cela, pour le général Salan, c'est la consécration des efforts de pacification menés inlassablement depuis dix-huit mois, et c'est un musulman, Madani, qui, aux côtés de Salan, harangue cette foule : « Tous ensemble nous construirons une Algérie libérée de la peur, une Algérie fraternelle, humaine, où les mots égalité, fraternité et justice retrouveront tout leur sens. »

## Que veut Soustelle ?

Autre sujet de satisfaction : de toute l'Algérie et des territoires du Sahara arrivent au général des messages montrant l'unanimité des populations, leur adhésion au mouvement du 13 Mai. Enfin, fait marquant, dans le même temps l'activité rebelle s'amenuise. Déconcertés par l'événement, les fellaghas se terrent.

Cependant, les soucis ne manquent pas au commandant en chef, qui a bien du mal à maintenir le Comité de salut public dans les limites d'un « simple organe de liaison entre la population et le commandement qui lui donne ses ordres ». Noyauté par les éléments gaullistes, qui ont « pris le train en marche », le Comité multiplie les initiatives avec, et le plus souvent sans l'accord du général; c'est ainsi que, dans la journée, il se permet d'adresser un appel au président de la République, appel qui est une véritable mise en demeure d'appeler le général de Gaulle pour former un gouvernement de salut public.

*17 mai*. Journée capitale, dominée par l'arrivée inopinée de Jacques Soustelle, dont Léon Delbecque annonçait l'arrivée imminente dans la nuit du 13 mai. Vers 13 heures, ce 17 mai, un avion, venant de Suisse, le dépose au terrain de Maison-Blanche. Le bruit de son arrivée se répand en ville comme une traînée de poudre dans un concert de klaxons : « Soustelle arrive, tous au Forum! » et la foule enthousiaste de se précipiter vers ce qui est devenu son lieu quotidien de rendez-vous.

Arrivée tardive ou prématurée? En tout cas, pour le général Salan, arrivée gênante, sinon inopportune. Soustelle vient-il dans l'intention de prendre les pouvoirs civils en Algérie? Aucun doute qu'il ne soit alors plébiscité par la population et les comités de salut public. Mais ce serait la rupture consommée avec Paris, la sécession, ce que Salan a tout fait jusque-là pour éviter.

## Rallier Salan !

Lorsque j'arrive vers 14 heures à la Xe région, le général vient de rentrer avec Jouhaud de l'aérodrome. Assis à son bureau, il est pâle et tendu, il s'interroge et nous interroge. Que doit-il faire? On entend les cris de la foule sur le Forum : « Soustelle! Soustelle! » Sa décision est prise rapidement, il détient légalement les pouvoirs civil et militaire, il ne peut être question de les partager. Soustelle doit comprendre, sinon, à la grâce de Dieu! Et par le souterrain qui relie la Xe région au G.G., nous allons retrouver Soustelle qui attend dans un bureau. Connaissant bien Soustelle depuis 1955, alors que je commandais le Constantinois, je le salue et lui dis que dans la situation actuelle, il ne peut y avoir d'autre chef que Salan. — « Rangez-vous à ses ordres » — et, sans hésitation, il me répond : « Ne craignez rien, c'est bien mon intention. » Il s'entretient un moment avec Salan, puis le commandant en chef paraît au balcon et annonce à la foule que Soustelle va lui parler : « ... Je viens rendre hommage à notre magnifique armée [...] et d'abord au général Salan. Je me mets à la disposition de l'Algérie française... »

Une fois encore, Salan a su dominer la situation.

Alger vit dans la fièvre, fièvre faite d'allégresse, d'inquiétude, d'impatience. Il faudra attendre encore douze jours avant que Pflimlin soit acculé à démissionner et que le président de la République, le 29 mai, appelle officiellement le général de Gaulle à former le nouveau gouvernement.

Tel le capitaine d'un vaisseau pris dans la tempête, le général Salan tint ferme la barre.

Il pouvait alors remettre au général de Gaulle une Algérie transformée par le souffle patriotique du 13 mai, une Algérie où les deux communautés, que le F.L.N. avait voulu dresser l'une contre l'autre, se retrouvaient et fraternisaient dans l'espoir d'un avenir meilleur dans la paix retrouvée. Tout alors était possible pour celui qui prenait en charge les destinées de la France et de l'Algérie. H

**Général J. ALLARD**



Frank Keller

◀ Le moindre faux pas, et quatre années d'efforts de l'armée en Algérie seraient anéanties. Salan le sait. Dès lors...

... Il fera du ▶ 13 Mai, par le biais de l'armée, un vaste mouvement de fraternisation franco-musulmane qui aura sa réalité.

# VOILA QUE LA CORSE FRANCHIT LE RUBICON...




◀ C'est à Calvi que tout commence, en Corse, au 11ᵉ « choc ». Puis Ajaccio suit. Alors, « ceux d'Alger » arrivent : Nez-de-Cuir dans l'avion de Delbecque *(à gauche)*, Roger Frey et Alain de Sérigny. Thomazo est là « en touriste ».





Ajaccio se rallie dans ▶ l'enthousiasme et forme son C.S.P. On reçoit celui d'Alger et tout le monde va au monument aux morts. *De gauche à droite :* Sérigny, H. Maillot, R. Denis, Thomazo, Peyroud, Delbecque et Pascal Arrighi, député de l'île.

Ce 24 mai 1958, à l'aube, Calvi dort encore dans une fraîcheur odorante. Ce n'est pas un hasard si l'avion qui arrive d'Alger pour débaucher l'île et la jeter dans les bras de l'insurrection a choisi de se poser ici. Les 800 paras du 11ᵉ « choc » qui cantonnent en Corse, aux ordres du capitaine Ignace Mantei, est l'unité d'intervention du S.D.E.C.E. (Service de documentation et de contre-espionnage). Ils stationnent entre Corte et Calvi. Pour le reste, il y a des tirailleurs algériens à Bastia et à Bonifacio et des marins à Aspretto. Mais le colonel Prigent, qui commande cette subdivision militaire, dépend de Marseille, considérée encore comme un bastion légal. Ici, la signature de Salan n'a aucun pouvoir. Pourtant...

Pourtant, la Corse est tournée vers Alger, vers ce 13 Mai qui bat son plein, car l'Algérie, c'est la grande terre de la petite île : 100 000 Corses y sont implantés. Ceux qui reviennent en vacances chaque année, et ils sont légion, racontent l'Algérie depuis 1954. Aussi, l'Algérie de 1958 trouve ici son écho. C'est presque une affaire de famille.

Revenons à Calvi, où le capitaine Ignace Mantei a reçu un message de son prédécesseur et ami, le capitaine Bauer, alors dans la Ville blanche. Il faut une tête de pont au soulèvement de la Corse, ce sera Calvi. La réponse de Mantei est sans détours :

« Vous avez failli arriver trop tard! Ce soir, nous prenons Ajaccio! »

## « Faites-vous honneur ! »

Quand l'avion se pose à Calvi, l'aérodrome est désert. Puis, soudain, deux autos sortent des taillis qui bordent la piste et roulent vers l'appareil. C'est le comité d'accueil, Mantei en tête. Si son visage est douloureux, c'est pour un drame personnel : il vient de perdre sa femme, il a quatre gosses et cette mission lui échoit en plein deuil...

Il est 5 h 15 du matin. L'un après l'autre, les passagers d'Alger posent le pied en Corse : Pascal Arrighi, conseiller d'État, député de l'île, le col fleuri d'un nœud papillon et la rondeur séduisante; Hubert Paldacci, fonctionnaire algérois moustachu, binoclard et long comme un jour sans pain. Suivent un commissaire de police, Renucci, Antoine Belgodère, un ancien para, et le capitaine Bauer. Les quatre Corses ont été choisis à Alger, parce qu'ils ne sont pas normands, on s'en doute. Alger, où Pascal Arrighi, débarqué le sourire aux lèvres et le nœud papillon en bataille, a été immédiatement « mis au parfum » par Soustelle sur l'histoire corse et chargé de lancer un appel à ses compatriotes sur les ondes de Radio-Alger. Il leur a



Larrier/Rapho



E.C.P.A.

◀ **A Ajaccio *(photo)* l'âme du mouvement est le propre cousin du général de Gaulle : Henri Maillot. Que fait-il en Corse ? Il s'y est fixé par amour, ayant épousé, trente ans plus tôt, une jeune fille de l'île de Beauté.**

parlé dans la langue natale et leur a dit : « Faites-vous honneur! »

Sa voix a été entendue. Depuis, Ajaccio ne dort que d'un œil, soutenu dans sa fougue par le bouillant cousin de Charles de Gaulle, Henri Maillot. Il est corse par amour, ayant épousé une jeune insulaire, après des vacances dans l'île, il y a de ça une trentaine d'années.

A Bastia, la déclaration d'Arrighi n'est pas tombée dans des oreilles inconditionnellement gaullistes. Le député-maire, Faggianelli, est absent. Son premier adjoint, Sébastien de Casalta, socialiste, ancien bâtonnier, râblé et cabochard, mais au demeurant homme de qualité, n'est pas décidé du tout à se laisser « anschlusser » par les hommes du 13 Mai. Quand il entend sur les ondes de Radio-Alger, la voix d'Arrighi proclamer : « Corses, soulevez-vous! », son sang ne fait qu'un tour. Cet ancien membre du réseau « Pearl Harbor », qui a accueilli, en 1943, la première mission du commandant de Sauls, débarquée du sous-marin *Casabianca*, avant de passer au maquis, bondit au téléphone et, d'une traite, demande à Jules Moch, ministre de l'Intérieur, de relever immédiatement le préfet de la Corse, Savreux :

— Il n'est pas à la hauteur de la situation! tonne Casalta.

Démarche sans lendemain. Bref, à Bastia, il y aura du tirage.

## Un taxi pour Ajaccio

Un officier accompagne les quatre conjurés d'Alger. C'est, on s'en doute, le capitaine Bauer. Il retrouve ses hommes et son ami Mantei :

— Alors?

Alors, Mantei expose la situation aux Algérois :

— Maillot demande l'appui des paras à 16 h 30, à Ajaccio.

— Pas de problème? demande Bauer.

— Si. Je vous attendais pour le résoudre. Mes camions ne seront pas libres avant midi. Et, vu l'état de la route de Calvi à Ajaccio, ils ne pourront pas y être avant 18 heures.

— Il faut prévenir Maillot, afin qu'il retarde l'heure de la manifestation.

— Impossible. Le préfet Savreux a fait couper le téléphone et je ne dispose plus que d'une ligne officielle, pour avoir la réponse.

Au bout du compte, un langage codé est décidé sur-le-champ : « Les roues de secours seront prêtes à telle heure. » L'heure exacte sera celle annoncée, moins trois heures, et Belgodère est immédiatement routé en taxi sur Ajaccio afin de prévenir Maillot.

— L'armée, ici?

— Le « choc », pas de problème! Mais pour les autres, il faut s'entendre avec Prigent, qui dépend de Marseille.

On appelle. Il arrive. Bien sûr, il est de tout cœur avec Alger. Mais Alger, c'est la Xe région, et il dépend, lui, de Marseille. Sortir de la hiérarchie, c'est grave.

Sans doute. Mais si c'est pour sauver le pays? Bref, Prigent bascule. Au moment même où surgit le sous-préfet de Calvi. A Paris, on sait tout. Et le ministre de l'Intérieur vient d'alerter le préfet avec des ordres précis : le 11e « choc » sera consigné dans ses cantonnements!

— Je transmets, fait le sous-préfet, s'excusant presque.

Nouveau conseil de guerre. Nouvelle solution. Il est exclu, évidemment, que le « choc » obéisse à Jules Moch. Mais pas de rébellion ouverte! Il se mettra en ▶

# de Gaulle placé entre Marianne et Napoléon

route pour Ajaccio à l'heure prévue, soutiendra la manifestation. Un peu avant, le colonel Prigent rassurera le préfet, lui annonçant que si les paras sont à Ajaccio, c'est pour éviter les heurts entre la police et les manifestants.

*On* explique aussi à Prigent qu'avant d'entrer à la préfecture, il devra faire une halte au café situé en face. Phrase code : « J'étais à Marengo. » Alors, il recevra les dernières informations.

Le temps passant, les « débarqués d'Alger » s'aperçoivent que finalement, leur arrivée est un secret de Polichinelle.

Après le sous-préfet, voilà que débouche le Dr Orabona, conseiller général. Il n'y va pas par quatre chemins. Comme Pascal Arrighi lui suggère de constituer un comité de salut public à Calvi, le brave médecin répond que c'est chose faite, y compris son discours au sous-préfet, ajoutant :

— Quand la préfecture sera prise, bien sûr!

La sonnerie du téléphone retentit. Si tôt? Dans le bureau de Mantei, tout le monde se regarde. Il décroche. L'état-major de Marseille a été réveillé par le ministre et le préfet Savreux.

Mais on respire : c'est un para qui est au bout du fil et qui recommande la prudence, par ordre du général.

— Vous connaissez mes sentiments! fait Mantei, suave.

— Nous comptons sur vous!

— Vous savez notre communauté de pensée!

## Le cousin du général !

Dans le même temps, Belgodère roule vers Ajaccio, où il rejoint Henri Maillot. Le cousin de Charles de Gaulle n'a rien laissé au hasard. Tout est fin prêt pour la « manif » et pour la prise de la préfecture. La police est dans le coup. Elle fera comme les paras. Chargée de surveiller, elle protégera.

— Nous avons tous juré de vaincre ou de mourir!

Lyrisme superflu. On vaincra en souplesse : 46 chefs de groupe avec leurs troupes attendront qu'on leur donne l'heure de la manifestation, nonchalamment installés aux terrasses des cafés.

— Les paras seront là à 6 heures? fait Maillot, donc, tout le monde à 5 heures place du Diamant.

Là-dessus, sous l'œil débonnaire des agents de police d'Ajaccio, il traverse la ville en auto, levant cinq fois son bras à la portière, pendant que Belgodère appelle Calvi et lance son message : « Les roues de secours seront prêtes à 9 heures! »

Calvi fait le calcul. Il faut enlever trois heures à celle indiquée dans le code. 6 heures, donc! Il est midi et demi, les paras de Calvi sautent dans leurs camions, destination Ajaccio.

Jules Moch, qui ne sait plus à quelle ligne téléphonique se vouer et qui vient d'apprendre par ses informateurs ce qui se prépare à Ajaccio, prévient l'état-major de Marseille. Ordre d'envoyer le « choc » dans le plus bref délai en manœuvres dans le désert des Agriates!

Pour l'heure, tournant le dos au superbe plateau, le « choc » roule à tombeau ouvert vers la préfecture de l'île. L'ordre arrive trop tard.

Les paras ne savent pas encore que leur arrivée à Ajaccio déclenche un véritable *suspense*. Le chef de piste de Campo dell'Oro, l'aérodrome d'Ajaccio, appelle Henri Maillot au téléphone :

— Un Breguet deux-ponts et un *Constellation* bourrés de C.R.S. sont en train de quitter Nice. Ils seront ici à 17 heures.

— Il faut empêcher ça!

— Tout ce que je peux faire, c'est de demander à Nice qu'on retarde le décollage d'une demi-heure. Ici, en bloquant la route d'Ajaccio par un embouteillage de camions, on peut arriver à les retenir jusqu'à 18 h 20.

Pris de court, Henri Maillot se demande alors s'il n'est pas préférable, pour éviter la catastrophe, de « rallier » Savreux. Et voilà le cousin de De Gaulle chez le représentant d'un régime qui fait eau de toutes parts. Il parle net et clair : « Retirez vos forces de police. Tout se passera vite. Quand les C.R.S. arriveront, vous serez le préfet d'une Corse qui n'aura pas failli! » C'est le sens de son discours.

Le préfet lève les bras au ciel, le traite de fou et lui conseille de disperser ses amis et de rentrer chez lui.

— Je vous dis adieu et tant pis pour vous! lance Maillot avant de sortir.

Adieu qui n'est d'ailleurs qu'un au revoir.

Dans cette course contre la montre entre les C.R.S. dans leurs avions et les paras dans leurs camions, les « bérets rouges » coifferont les autres au poteau, c'est-à-dire à la préfecture. Ils y sont à 18 h 15. Cette fois, Maillot monte quatre à quatre l'escalier à la tête de ses manifestants. Les gendarmes les laissent passer. Le préfet Savreux est assis à son poste, pâle et solennel.



Descamps/Paris-Match

**L'Histoire et le hasard font toujours bien les choses. Thomazo, qui a pris l'avion au vol, devient gouverneur...**



Descamps/Paris-Match

**... de l'île de Beauté, sur un télégramme de Salan qui le charge de ces hautes fonctions. « Nez-de-Cuir » est ravi !**

Descamps/Paris-Match



**◀ Les paras entrent dans les villes en triomphateurs. On les couvre de fleurs et les filles leur sourient. La petite île s'enivre de fanfares et de *Marseillaise*. Révolution folklorique dont la nouvelle tombe à Paris comme un lourd pavé dans la mare parlementaire : « S'ils sont en Corse, ils seront bientôt ici ! »**

Descamps/Paris-Match

**Discours enflammés et méditation au monument aux morts, qui se dresse au pied du maquis. On n'a jamais vu tant de célébrités politiques ici. La Corse n'est-elle pas investie d'une mission historique ? Toute la population en est convaincue.**

La fougue d'Henri Maillot est telle qu'on le voit soudain sauter sur le vaste bureau Empire.

— Retirez-vous, monsieur, votre rôle est terminé! crie-t-il.

Hubert Paldacci et Pascal Arrighi entrent à leur tour. On accroche l'image de De Gaulle entre Marianne et Napoléon. La Corse tient son grand chelem! On demande aussi à Savreux de rester à son poste, pour expédier les affaires courantes.

— Demandez-le vous-même au ministre de l'Intérieur! répond-il.

Qu'à cela ne tienne!

C'est ainsi que Jules Moch, par une voix qui n'est pas celle de son préfet et dans un tumulte dont on lui dit que c'est celui des manifestants qui viennent d'investir la préfecture d'Ajaccio, apprend que la Corse vient de franchir le Rubicon. Il n'y a plus qu'à s'incliner. Que le secrétaire général expédie donc les affaires courantes!

Comme à Alger, la fête commence. Comité de salut public, *Marseillaise* et les héros au balcon. Quant aux C.R.S., arrivés comme les carabiniers, on les occupe à la garde de l'hôtel de ville, où le maire, Maglioni, un « gouvernemental », s'est enfermé.

A Corte, la sous-préfecture « tombe » comme un fruit mûr. Quand le comité de salut public arrive, la sous-préfète a déjà préparé ses petits fours!

## Ce M. de Casalta !

Et maintenant, retrouvons M. de Casalta, l'irréductible adjoint au maire de Bastia. Les nouvelles qui lui arrivent d'Ajaccio, par la voix de Noël Pinelli, secrétaire adjoint de la section S.F.I.O., le font bondir. On lui dit que le préfet est tout à fait allègre. En fait, comment ne le serait-il pas? Il a l'*exequatur* des insurgés et de son ministre. Ce qui se passe là-bas doit être désespérant pour les « légitimistes », puisque Pinelli conseille carrément à Casalta de prendre le maquis ! Non ! Casalta résistera sur place ! Et les Bastiais avec lui!

Il les convoque tous, par tracts, pour 21 heures, place de la Mairie. Il est rejoint, dans son bastion, par le président du conseil général, Zucarelli, homme impassible et avisé, comme le sont souvent les Méditerranéens.

— Il ne faut pas que le sang coule, dit-il. Et il peut couler si la population est rassemblée sur la place au moment où les paras arriveront.

Casalta se tourne alors vers le sous-préfet de Bastia, Dufay.

— Êtes-vous loyal?

— Le problème est un rapport de forces, avance le sous-préfet, qui songe à son préfet.

— Si nous ne pouvons compter ni sur l'armée, ni sur les gendarmes, ni sur la police, alors prenons le maquis!

Y aura-t-il à Bastia un sous-préfet au maquis? Ce dernier n'est pas chaud. Son ministre conseille bien aux représentants du pouvoir central d'échapper aux « factieux », en se repliant dans les P.C. de campagne et de « maintenir le contact avec le gouvernement, par radio ou autrement, tout en suscitant la défense de la République par une réaction populaire des forces saines et démocratiques ».

Malgré tous les égards qu'il doit à son ▶

**Et pendant ce temps, ▶ les jeunes paras du 11e « choc » vont visiter, non sans une certaine timidité, le musée Napoléon. Les bottes de saut crissent sur le parquet que l'Empereur a foulé. Il s'est assis dans ces fauteuils quand il rêvait, lui aussi, de prendre le pouvoir sans trahir la légalité... Ils sont les jeunes grognards...**

Descamps/Paris-Match

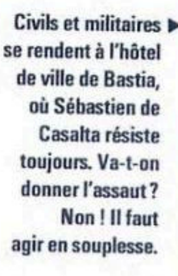


# à Bastia, l'adjoint au maire prend le mors aux dents : "c'est un coup bas ! résistons !"



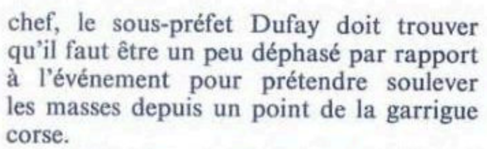
E.C.P.A.

Bastia *(photo)*, vit ▶ des heures chaudes. Le sous-préfet et l'armée penchent vers le « 13 Mai ». La foule aussi. Mais l'adjoint au maire est irréductible. Douloureux dilemme !



◀ Mais, à Bastia, Sébastien de Casalta, adjoint au maire socialiste, n'entend pas qu'on sauve la patrie par des moyens qu'il juge antirépublicains. Il résiste, puis quitte la mairie en chantant.

Civils et militaires ▶ se rendent à l'hôtel de ville de Bastia, où Sébastien de Casalta résiste toujours. Va-t-on donner l'assaut ? Non ! Il faut agir en souplesse.



chef, le sous-préfet Dufay doit trouver qu'il faut être un peu déphasé par rapport à l'événement pour prétendre soulever les masses depuis un point de la garrigue corse.

— Allons ! conseille le sage président Zucarelli, je crois que nous devons nous incliner.

Sébastien de Casalta n'est pas de ceux qui s'inclinent. Il fera de sa mairie un fort Chabrol. Pour l'instant, il compte ses troupes. Puis, comme la journée a été harassante, tout le monde va se coucher.

Mais la révolution n'a jamais sommeil. L'adjoint au maire de Bastia n'a pas encore éteint sa lampe que le téléphone sonne :

— On vient de prendre la sous-préfecture !

— Quoi ?

— Un comité de salut public est constitué et, à sa tête, ils ont mis Joseph Mattei, des « Anciens d'Indochine ».

— Ils avaient des armes ?

— Des mitraillettes sans chargeurs !

Hors de lui, Casalta appelle Dufay :

— Alors, ricane-t-il, vous vous êtes fait avoir avec des armes de panoplie ?

Il appelle Jules Moch :

— Exigez du sous-préfet qu'il arrête ceux qui occupent son bureau !

— Je n'arrive pas à avoir Dufay, chaque fois que je l'appelle, on me raccroche au nez !

Et voici, telle qu'elle fut rapportée par la suite, comment s'engagea, sur-le-champ, une conversation triangulaire entre le ministre de l'Intérieur, le sous-préfet Dufay et le tonitruant M. de Casalta :

— Ne bougez pas, dit ce dernier au ministre. Je vais vous faire avoir la sous-préfecture.

Il demande au standard de lui passer le 5. La voix de Dufay répond immédiatement.

— Résistez, monsieur Dufay, ordonne le ministre. Arrêtez les factieux !

— Mais je suis leur prisonnier ! s'écrie Dufay.

— Menteur ! tonne Casalta.

— L'armée ne peut pas marcher, continue Dufay. Le colonel Bachelot est à côté de moi, d'ailleurs.

— Passez-le-moi ! exige Jules Moch.

— Pour résister, dit le colonel, il me faut une autorisation de faire usage des armes.

— Je vous la donne ! clame le ministre.

— Une autorisation écrite !

— Je vous la signe ! intervient Casalta.

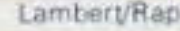
Il raccroche violemment, prêt à aller



Tomasi

La joie explose : ▶ Casalta quitte la mairie. Mais il a ceint son écharpe et chante *la Marseillaise.* Il emporte avec lui le drapeau de l'hôtel de ville. Cette sortie plaît aux Bastiais car, comme ils disent, « il s'est fait honneur ».




Lambert/Rapho


J.-B. Moretti

jusqu'au bout, en dépit des coups de téléphone lui prêchant la modération.

La sous-préfecture prise, les problèmes commencent. Dominés par des querelles bastiaises. Quand le colonel Prigent, les paras et Pascal Arrighi arrivent d'Ajaccio, à 3 heures du matin, les comités de salut public ont proliféré. Il y en a trois qui siègent en même temps. On s'est regroupé par sympathies, Joseph Mattei, un ancien d'Indochine, est à la sous-préfecture. Pancho Négroni, le second adjoint au maire, a installé son comité au café de l'Empire. Le commissaire Renucci, arrivé d'Alger avec Arrighi et les autres, occupe un autre café. Ce n'est pas une mince affaire, mais on finira par faire de ce tiercé un comité unique, au nom de la patrie en danger.

Les dangers qui menacent la patrie ne sont pas les mêmes pour tous. M. de Casalta, lui, a décidé de la défendre, enfermé dans sa mairie, avec trois conseillers municipaux communistes. Comment les déloger? Le sous-préfet Dufay et Pascal Arrighi (nul n'a dit s'ils portaient un drapeau blanc) arrivent à pénétrer dans le sanctuaire des irréductibles. Les mains restent dans les poches. Les regards se mesurent. Arrighi excipe d'un ordre de mission du général Salan. Le nom est lâché. Il tombe comme la foudre.

— Salan ne représente rien ici! s'écrie Casalta.

Et parcourant l'ordre de mission, il ajoute :

— D'ailleurs, où est-il écrit : « Prendre les préfectures et les mairies d'assaut »?

Il n'y a plus rien à dire. Il est tard. Cette fois, à Bastia la révolution peut aller se coucher. Bilan de cette journée : Ajaccio et Corte pavoisent. A Bastia, la sous-préfecture est prise et 60 paras occupent la ville. Mais la mairie résiste encore.

Et à Alger? A Alger, on suit les événements avec confiance. La foule, au Forum, délire à chaque nouvelle qui arrive de l'île. La presse est à la recherche de tout moyen qui lui permettra de rallier dans le plus bref délai la ville de Bastia, où tout doit se jouer dans la journée du 26. Il y a les veinards, qui ont réussi à avoir des places dans l'avion de Léon Delbecque, Roger Frey, Alain de Sérigny, Vinciguerra. Le colonel Thomazo, lui, qui est partout à la fois, a failli « rater » la Corse. Il a rencontré ses coinsurgés à Maison-Blanche. Intrigué par leur affairement, il leur demande où ils vont de ce pas :

— En Corse.

— Quand rentrez-vous?

— Cette nuit même!

— Je pars avec vous!

Sans même une brosse à dents, « Nez-de-Cuir » s'envole pour la Corse, où


Keystone

**Jules Moch. L'énergique ▶ ministre de l'Intérieur, sent sa « préfectorale » de Corse lui échapper au fil des heures. Quand il appelle la Corse, on lui raccroche au nez ! Son seul allié : M. de Casalta ! Et il prend conscience de son impuissance à influer sur le processus révolutionnaire.**

aucune mission particulière ne lui a été confiée.

Lundi 26 mai. Tout va se jouer à Bastia.

Casalta et ses trois supporters communistes sont toujours retranchés dans la mairie. Le dimanche a été le jour de trêve méditerranéenne. La messe, les bains de mer et, l'après-midi, une course cycliste. Pendant ce temps, arrive l'avion de Delbecque, Frey, Sérigny, Vinciguerra, Thomazo, « par accroc », et un premier lot de journalistes « par chance ». Le reste allait suivre, massivement, le lundi, par tous les moyens du bord, louant des pinasses, des yachts, des avions de tourisme, ou prenant à l'extrême limite, au milieu de la darse, des cargos en partance.

Le lundi, donc, la presse envahit l'île, dont l'épicentre est Bastia. On ne parle que de Casalta. A 15 heures, il a encore refusé de se rendre au commandant de gendarmerie :

— Vous êtes destitué, monsieur de Casalta!

— C'est vous qui serez révoqué! lui a rétorqué l'indomptable adjoint au maire de Bastia.

*(Suite page 1624)*



Bône, où ce mois de mai 1958 resplendit, dans la superbe indifférence du ciel et du printemps. Au loin, la cathédrale.





Tolly/Rapho

◀ Calvi, où le calme est revenu après la tempête exubérante de l'affaire de Corse. C'est là, dans la villa du capitaine Mantei, du 11e « choc », que les émissaires d'Alger se sont réunis en secret.

# "Nez-de-Cuir" bombardé gouverneur de l'île

*(Suite de la page 1621)*

La partie n'est pas encore jouée. Chacun choisit son barrage. Les gaullistes se massent derrière un cordon de paras, au pied de l'hôtel de ville. Les communistes derrière les gardes mobiles, dans une rue voisine. Les uns et les autres regardent la mairie en chantant « leur » *Marseillaise*.

Et voilà qu'arrivent ceux d'Alger et leurs amis : Thomazo, Delbecque, Arrighi, Maillot. Vivats chez les gaullistes. Huées chez les communistes. Mais on les laisse passer.

C'est « Nez-de-Cuir » qui, le premier, entrera dans la mairie et ouvrira la porte du minuscule bureau où Casalta et sa troïka d'assesseurs rongent leur frein.

Thomazo commence par se faire copieusement invectiver. L'adjoint au maire de Bastia, ceint de son écharpe tricolore, pointe un doigt vengeur sur les arrivants, les menaçant des foudres du gouvernement républicain.

Soudain, chose ahurissante, « Nez-de-Cuir », qui n'était venu en Corse qu'en touriste, proclame, agitant un télégramme :

— Je suis nommé gouverneur militaire et civil de l'île par le général Salan!

Et c'est vrai!...

A bout d'arguments, Casalta invente :

— Salan n'est plus rien! Le gouvernement l'a destitué!

La pièce est une chaudière. Tout le monde hurle en même temps. Delbecque en appelle à l'intérêt suprême de la nation.

— Je ne partirai que devant la force! riposte Casalta-Mirabeau.

On essaie de le calmer. Il repart de plus belle :

— Sortez tous avec moi et chantez *la Marseillaise!*

Les officiers présents refusent. Chanter *la Marseillaise* avec des communistes? Jamais!

— Ou c'est la force, ou c'est *la Marseillaise!* glapit Casalta.

On finit par tomber d'accord sur une sortie acceptable pour tous. Personne n'expulsera Casalta, qui sortira seul de sa mairie en chantant *la Marseillaise*.

Alors, comme un Girondin au pied de l'échafaud, avant de descendre l'escalier de l'hôtel de ville, il se tourne vers ses trois assesseurs communistes et les embrasse. On s'attend à l'entendre dire :

— République, que de crimes on commet en ton nom!

Mais non! Il se drape dans les plis du drapeau de la mairie, comme une figure allégorique, et descend, marche à marche, en se « faisant honneur » comme dirait Arrighi.

Quant à « Nez-de-Cuir », que l'Histoire aura porté aux fonctions de gouverneur de la Corse, le voilà parti à travers l'île pour une tournée de proconsul. Elle durera jusqu'au 13 juin, jusqu'au jour où il remettra ses pouvoirs au nouveau préfet de la Corse, nommé par de Gaulle, son ami d'enfance, Guy Lamassoure. Car, entre temps, de Gaulle s'est installé à Matignon. La Corse fut une étape plus politique que géographique dans la montée au pouvoir. Elle permit à Alger d'impressionner la France, sans avoir à appliquer le plan « Résurrection ». Et à de Gaulle, de sortir du désert par les sentiers de la légitimité. C'est en ce sens que ce « coup de la Corse », sous ses apparences de tragi-comédie, et parfois de farce, fut un tournant capital dans l'histoire de mai 1958.

Pour ceux qui ont vécu ces journées-là, elles resteront gorgées de soleil et de salves. Car, dès qu'on y sut que de Gaulle avait enfin franchi le seuil de l'Élysée, appelé par René Coty, toutes les escopettes de l'île tournèrent leurs canons vers le ciel et tirèrent en même temps. C'était la fantasia. Elle dura jusqu'au dimanche 1er juin! L'île n'était plus qu'un feu roulant. Jusqu'au moment où le gouverneur temporaire, « Nez-de-Cuir », perdit patience et décida de mettre un terme à cette orgie de poudre :

— Il va finir par y avoir des accidents! Et puis on ne s'entend plus parler!

Suprême et merveilleux argument, sur ces rivages où le verbe est roi! **H**

**Marie ELBE**

Michel Descamps/Paris-Match




Il y avait une course cycliste, ce 25 mai, en Corse, et les paras du « choc », précédant les membres des C.S.P. d'Alger et d'Ajaccio, passent sous la ligne d'arrivée ! Bannière symbolique, moment historique ! ▶

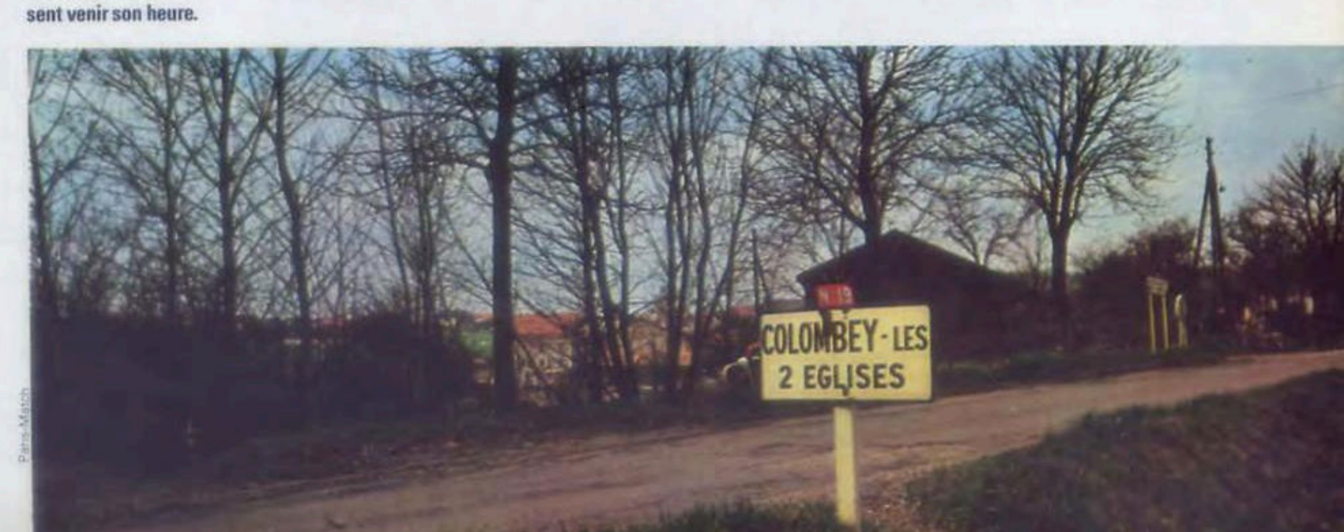
Izis/Paris-Match

Le président René Coty se penche sur les derniers moments de la IVe République. A l'Assemblée nationale, le régime agonise. A Colombey, le général de Gaulle fait du silence sa meilleure arme. Colombey reprend son second souffle. Insolite circulation autour de « la Boisserie », où de Gaulle reçoit ses visiteurs, les écoute et ne laisse rien percer de ses desseins. Il encourage les uns, se défend auprès des autres d'être l'homme des coups d'État et sent venir son heure.

# MORT DE LA "QUATRIÈME"

20 MAI 1958. La crise dure depuis une semaine déjà et tous les protagonistes du drame ont pris place sur la scène politique. Il y a d'abord la formidable présence du général de Gaulle, qui a rompu le silence. Il se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République. Tout en refusant de se plier à des rites d'investiture désuets, il annonce son intention de respecter les libertés qu'il a lui-même rétablies et de ne pas jouer au dictateur à soixante-sept ans.

Il y a aussi le gouvernement Pflimlin. Fait unique dans les annales de la IVe République, il dispose, grâce à l' « état d'urgence », d'un arsenal législatif particulièrement large et d'une majorité plus que confortable, caractéristique des pouvoirs faibles, se plaisent à souligner les mauvaises langues. De fait, son autorité ▶




Paris-Match

## coup de grâce porté par l'affaire de Corse, qui consomme la r

paraît plus que vacillante. Sans soutien populaire véritable, privé de l'appui de l'armée, son pouvoir sur l'Algérie ne subsiste plus que par une sorte de délégation fictive. Huit jours après la constitution du gouvernement, le délégué général, André Mutter, n'a pu encore franchir la Méditerranée!

Reste l'Algérie des généraux et des comités de salut public. Dans l'ivresse des manifestations, des démonstrations de fraternité franco-musulmane, ce n'en est pas moins l'atmosphère des cours florentines. En principe, les liens ne sont pas rompus avec la métropole, voire avec le pouvoir en place. Massu, Salan, se défendent de la tentation du putsch, de la dissidence. On en est au stade de la demi-rébellion, avec une exigence maximum: le retour de De Gaulle, et une exigence minimum, qui a naturellement les préférences de Soustelle, Delbecque, Sérigny : un gouvernement d'union nationale allant de Pinay à Mollet.

En fait, l'équivoque subsiste entre Paris et Alger, comme dans bien d'autres domaines...

### « Je n'ai aucune autorité pour cela »

Pour s'en convaincre, il suffit de suivre les débats à l'Assemblée en ce mardi 20 mai, où le président du Conseil sollicite le renouvellement de la loi sur les « pouvoirs spéciaux ». Après avoir fait entendre quelques mâles accents, Pflimlin en est, malgré tout, amené à préciser que « les pouvoirs spéciaux sont exercés par l'autorité militaire sur l'ensemble du territoire algérien », que « le gouvernement considère que les chefs militaires en Algérie, aux prises avec une situation difficile et parfois dramatique, ont obéi à la volonté de défendre l'unité nationale, l'ordre public et la légalité républicaine ».

Le chef du gouvernement a refusé de trancher, de déchirer le voile, mettre l'armée au pied du mur et répondre à l'appel de Mendès-France : « Inspirez-vous des conventionnels qui ne transigeaient pas. Votre force est votre légitimité : elle ne se maintiendra que par l'action. Nous vous invitons à condamner sans appel les agitateurs, certains hommes politiques et les porte-parole de certains intérêts... » En réalité, Pflimlin est déjà sans illusions. Il sent le pouvoir lui échapper et la fiction qu'il entretient ne sert qu'à masquer son impuissance.

On ne s'y trompe pas, d'ailleurs. Nombre de parlementaires, et non des moindres, savent bien qu'il n'y a plus qu'un seul recours, l'appel à de Gaulle. Bidault annonce son ralliement avec fracas. Mollet y est déjà pratiquement résolu tout en effectuant une ultime démarche auprès de Pinay pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Pinay refuse. Non pour des raisons de ressentiment personnel, mais parce qu'il sent que le régime est condamné et qu'il ne veut pas, aux yeux de l'opinion, se faire l'agent d'un ultime replâtrage du système, avec ses prébendes et ses petits avantages.

En fait, le leader des indépendants est décidé à solliciter une entrevue avec le général de Gaulle. Elle a lieu le 22 mai et dure près de deux heures. Si pour Pinay il s'agit d'un « Canossa diplomatique » — n'est-il pas responsable de l'éclatement du R.P.F. en 1952 —, le général ne s'en montre pas moins un hôte fort aimable. Tasse de thé, promenade dans le parc. Il confirme son intention de ne répondre qu'à un appel du président de la République: « Je n'ai jamais été l'homme des coups d'État. » Il ne se montre intransigeant que sur deux points : refus de se plier aux « rites » et d'intervenir entre

Guy Mollet, que les silences du général effraient. ▶ Si de Gaulle ne condamne pas les « conjurés » d'Alger, il fera le jeu des communistes. Et que se passerait-il ?



Darolle/Gamma

Paris et Alger : « Je n'ai aucune autorité pour cela. »

Pinay sort conquis. C'est vraiment « un grand monsieur, un grand Français ». De retour à Paris, il s'empresse de rencontrer Pflimlin et de l'inviter à prendre contact avec de Gaulle. Le chef du gouvernement n'écarte plus totalement cette éventualité, mais il ne peut encore s'y résoudre dans l'immédiat.

Il n'y aura pas de trêve de la Pentecôte. Une fois de plus, la crise rebondit. Le samedi 24, c'est le coup de tonnerre de l'affaire de Corse. La sédition vient de gagner un département métropolitain! A Matignon, c'est l'effarement. De fait, les conspirateurs d'Alger, Soustelle, Delbecque, Thomazo, Arrighi, viennent de réaliser un coup de maître. Salan, qui ne s'est rallié qu'à son corps défendant à la « mission spéciale », se trouve, cette fois, au milieu du Rubicon. La rupture entre Paris et Alger est enfin consommée.

Erich Lessing/Magnum



◀ Grande marche de la Nation à la République, menée par les leaders de la gauche et de l'extrême gauche. Au premier plan : Mendès, Daladier.

Défilé, le ▶ 28 mai 1958, pour protester contre le « fascisme » d'Alger. Dans la foule, on reconnaît, ceint de son écharpe, Jacques Duclos.



# entre Paris et Alger

De Gaulle s'adresse à la presse, le 19 mai, au Palais d'Orsay. La police et les forces de l'ordre sont en alerte. On parle d'un 13 Mai en métropole...


Biot/Paris-Match

Quant au gouvernement, la facilité dérisoire avec laquelle s'est effectuée l'opération contribue à le discréditer encore un peu plus. Les rieurs sont du côté de la rébellion. Pflimlin, Teitgen n'ont plus beaucoup d'illusions à se faire sur la fidélité de leurs forces de police. Les C.R.S., amenés en renfort, n'ont manifesté aucun empressement à croiser le fer avec les paras. Tout s'est passé le mieux du monde. Enfin, la torturante psychose du coup d'État commence à gagner du terrain. Au moment où le plan « Résurrection » prend tournure à l'état-major d'Alger, on peut se demander, sans être grand clerc, si l'affaire de Corse n'est pas la répétition d'une opération d'envergure. Pierre de Chevigné jette un regard inquiet sur la carte militaire de la France. Les troupes d'Allemagne? Les chars de Rambouillet? Peut-être. Mais il y a surtout la V[e] région militaire, Toulouse, le général Miquel... C'est là que se trouvent les unités paras, à Pau, Tarbes... Dernier sujet de perplexité : la flotte, qui accomplissait des manœuvres à Malte, vient d'appareiller pour une destination inconnue...

Mais il en est un pour qui l'affaire de Corse arrive à point nommé. C'est le général de Gaulle. Il n'y est d'ailleurs pas aussi étranger qu'on pourrait le croire! C'est un nouveau pas vers le déblocage du système, l'annonce, à n'en pas douter, d'une nouvelle vague de prises de position et de ralliements. De fait, pour le gouvernement, la débâcle commence. Trois ministres indépendants remettent leur démission au chef du gouvernement. Le retrait n'est pas rendu public, mais la nouvelle ne tarde pas à filtrer. Toutefois, ce sont les leaders socialistes, à l'insu de leurs troupes désorientées, qui accomplissent maintenant le pas décisif. Le 26 mai, Guy Mollet finit par avouer à Pflimlin qu'il a adressé, la veille, une lettre au général de Gaulle pour lui faire part de ses inquiétudes. Ce 26 mai encore, c'est l'ancien président de la République, Vincent Auriol, qui se décide, lui aussi, à écrire au général : « C'est votre ministre d'État de 1945 qui vient vers vous... »

## La peur de l'aventure

D'une haute tenue, ces deux lettres, tout en se complétant, trahissent une profonde angoisse. Chez Vincent Auriol, c'est la peur du putsch, de l'aventure, qui l'emporte. A la lumière des événements d'Algérie et de Corse, il s'agit maintenant bel et bien d' « une rébellion contre les institutions et les lois que la France s'est librement données »... L'ancien président adjure le général de « ramener au devoir ceux des officiers généraux ou supérieurs qui ont désobéi à leur chef suprême et d'appeler tous les citoyens au respect de la loi commune ». En terminant, Auriol affirme sa conviction que le général pourra alors obtenir des responsables de la République « un accord rapide et un concours loyal pour réaliser avec pleins pouvoirs un programme limité dans un temps limité ». Rien ne s'opposerait plus à la réforme constitutionnelle « qu'exige l'intérêt supérieur de la démocratie ».

Chez Guy Mollet, la peur est d'une autre nature. Ce qui effraie le leader socialiste, c'est le silence du général, son refus de condamner les putschistes d'Alger qui n'hésitent pas à utiliser son nom. En se taisant, il risque de faire le terrible jeu des « bolcheviks » de Moscou, des communistes. Ceux-ci vont alors apparaître comme ayant été « les seuls défenseurs de la liberté, de la République qu'ils méprisent, que vous ne menacez pas, mais que vos nouveaux supporters mettent en cause...».

Le général de Gaulle ne peut donc que se féliciter. Tous les grands leaders se tournent vers lui. Après Pinay, voici Guy Mollet et Auriol. De jour en jour, il se sent en position de force, d'arbitre. Le pouvoir vient à lui. On lui demande de condamner la sédition? Il n'en fera rien. Est-ce son rôle de se substituer à un gouvernement écrasé par le poids des événements? Pourquoi accomplir un geste qui risque d'être mal interprété à Alger et peut-être même déclencher prématurément cette opération « Résurrection » dont il suit le développement et qui constitue, par sa menace occulte, un admirable instrument de marche vers la ▶

Erich Lessing/Magnum


# de Gaulle joue et gagne sur tous les tableaux : Paris et la hantise d




*A gauche :* Pierre Pflimlin, président du Conseil. *A droite :* le préfet Diebold préparera son entrevue avec de Gaulle.

conquête légale du pouvoir? Car, en fait de Gaulle tient à rétablir l'unité et sauver la République. De toute manière, le résultat est certain. Mais il entend progresser à mi-distance entre Alger, qui représente le mouvement et la force, et Paris, qui, qu'on le veuille ou non, incarne le passé, les traditions, la légalité républicaine. Tactique singulièrement délicate. Mais une fois de plus, les dieux semblent favoriser la marche du héros.

De fait, voilà Pflimlin qui vient à résipiscence! Guy Mollet a réussi à convaincre le chef du gouvernement de rencontrer le général de Gaulle. C'est le préfet de la Haute-Marne, Diebold, membre du cabinet de Pflimlin, qui se charge, dans la journée du 26, de préparer l'entrevue. La nouvelle en filtre à l'Assemblée, non sans déformation. Le député Hernu annonce soudain : « D'après certains bruits, le président Coty conférerait actuellement avec M. Pflimlin et avec le général de Gaulle au château de Champs. »

## Pflimlin est « joué »

En réalité, l'entrevue vient de débuter, à la nuit tombée, dans le pavillon du conservateur de Saint-Cloud. Pour sortir de Matignon, le chef du gouvernement a dû recourir à des ruses de Sioux et c'est Michel Poniatowski qui, sortant en trombe de la présidence avec une escorte de motards, a réussi à attirer les journalistes. La rencontre? « Dialogue de sourds », dira Pflimlin. Le chef du gouvernement, drapé dans le manteau de la légalité, refuse d'abandonner de lui-même les pouvoirs qu'il tient de la Constitution. Ce serait une « forfaiture ». Il accepterait, à la rigueur, de s'effacer si le général désavouait la rébellion de Corse, en fait les généraux d'Alger. De Gaulle refuse. Il veut bien adresser un appel à l'armée, mais à la condition d'annoncer en même temps qu'il prend le pouvoir. Finalement, on se sépare. C'est l'impasse, bien que les ponts ne soient pas coupés. Il est plus ou moins admis qu'une déclaration annoncera qu' « un accord n'est pas encore intervenu ».

La déclaration... intervient quelques heures plus tard, le 27 à midi. C'est le général qui la lance. Elle fait l'effet d'une bombe!

« J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement régulier d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays. Je compte que ce processus va se poursuivre et que le pays fera voir, par son calme et sa dignité, qu'il souhaite le voir aboutir. Dans ces conditions, toute action, de quelque côté qu'elle vienne, qui mette en cause l'ordre public risque d'avoir de graves conséquences. Tout en faisant la part des circonstances, je ne saurais l'approuver.

» J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie qu'elles demeurent exemplaires sous les ordres de leurs chefs : le général Salan, l'amiral Auboyneau, le général Jouhaud. »

Au gouvernement, c'est la stupeur, l'effarement. Pflimlin, pressé de se justifier, est pâle de rage. Il a été joué! « C'est inadmissible! » En fait, le communiqué est un petit chef-d'œuvre de tactique... et d'intoxication. Passons sur le « processus régulier », quoique l'épithète puisse prêter à discussion. N'est-ce pas René Coty lui-même qui a sondé les intentions du général dès le 5 mai? Mais l'intérêt de la déclaration n'est pas là. Tout laisse à penser qu'il s'agit d'une manœuvre à destination d'Alger, d'un appel solennel à éviter l'irréparable, le déclenchement du putsch.

C'est du moins ce que l'on veut comprendre dans les milieux politiques, où l'on pousse un énorme soupir de soulagement. Grâce au général, on l'a échappé belle! « Comme militant, je suis scandalisé, murmure Teitgen, comme ministre de l'Intérieur, je suis soulagé. » Son agenda ne porte-t-il pas, ce jour-là : « Débarquement ce soir? » « Soulèvement des parachutistes? » De fait, tout un faisceau d'indices, d'informations, de rumeurs présente un ensemble remarquablement cohérent. Le *pronunciamiento* est pour le mardi 27 au soir. Quelques semaines plus tard, Teitgen, encore lui, déclarera que, deux heures avant le communiqué de De Gaulle, il avait reçu « confirmation d'un mouvement très grave qui devait se dérouler le soir même »... « Je puis dire, devait-il ajouter, que le recoupement provenait non pas de services de police, mais de services diplomatiques




*A gauche :* Vincent Auriol, partisan du retour de De Gaulle. *A droite :* Hernu, député socialiste, opposé au retour.

étrangers qui avaient considéré comme de leur devoir d'informer le gouvernement français. »

Qu'en était-il exactement? A en croire le général Miquel, orfèvre en la matière, les rumeurs du 27 mai relevaient purement et simplement de l'intoxication. Le message d'alerte : « Les carottes sont cuites », avait bien été lancé. Mais le message décisif : « Les carottes sont cuites deux fois », n'avait pas suivi. Ainsi, « Résurrection » était prêt, mais aucun ordre de déclenchement n'avait été donné. Et cela, le général de Gaulle, qui tient alors entre ses mains tous les fils de l'action,



◀ Monnerville, président du Sénat. Il rencontre le général de Gaulle à Saint-Cloud, en compagnie...

... de Le Troquer, ▶ président de l'Assemblée nationale. Entrevue qui n'apportera pas de solution.



## ...as ; Alger et la crainte d'un désaveu national





*A gauche :* **Michel Poniatowski, efficace en mai 1958.** *A droite :* **Pleven. « Ce pouvoir, nous ne l'avons plus ! »**

était le premier à ne pouvoir l'ignorer. Il vient de marquer un nouveau pas capital vers le pouvoir en sauvant la République. Il vient d'accomplir en partie ce qu'on attendait de lui, mais à son seul profit!

Toutefois, à suivre les débats parlementaires, on l'imaginerait difficilement. A la veille de mourir, l'Assemblée se décide enfin à accomplir le geste qui, en d'autres temps, aurait peut-être permis de sauver le régime. Le projet de révision constitutionnelle est adopté. C'est, en principe, la fin du régime d'assemblée. Le gouvernement ne pourra être renversé que si une nouvelle majorité est constituée. Mais quand les députés se séparent, ils sont sans illusions. Chacun sait que cette séance n'a qu'un intérêt rétrospectif et appartient à un passé révolu. Pflimlin en est le premier convaincu. Un instant, il a eu le secret espoir d'être mis en minorité. Mais non! Il a recueilli 408 voix contre 165. A désespérer!

La fin n'en est pas moins là. Dans la nuit du 28 au 29, ultime conseil des ministres. C'est finalement Pleven qui a le courage d'établir le bilan. Désignant tour à tour ses collègues, il déclare : « Voici le ministre de l'Algérie, il ne peut mettre le pied en Algérie. Le ministre de la Défense nationale? L'armée ne lui obéit plus. Le ministre de l'Intérieur? La police lui échappe. Quant au ministre de l'Information, il ne peut que censurer. Moi-même, j'ai préparé un protocole d'accord avec la Tunisie, et je ne peux le signer... Nous prétendons détenir le pouvoir, mais ce pouvoir nous ne l'avons pas. »

Les jeux sont faits. Au matin, Pflimlin remet sa démission au président de la République, qui l'accepte « provisoirement ». Courageusement, le chef du gouvernement a tenu jusqu'au bout. Mais se cramponner encore à un pouvoir fictif ne peut plus que conduire à une catastrophe. Un coup d'État militaire dont le contrôle pourrait échapper à de Gaulle lui-même. Quant à prendre appui sur les « forces populaires », qui vont organiser un impressionnant défilé en cette journée, ce serait la guerre civile avec le risque d'une victoire communiste. « On ne peut défendre la liberté avec les ennemis de la liberté! »

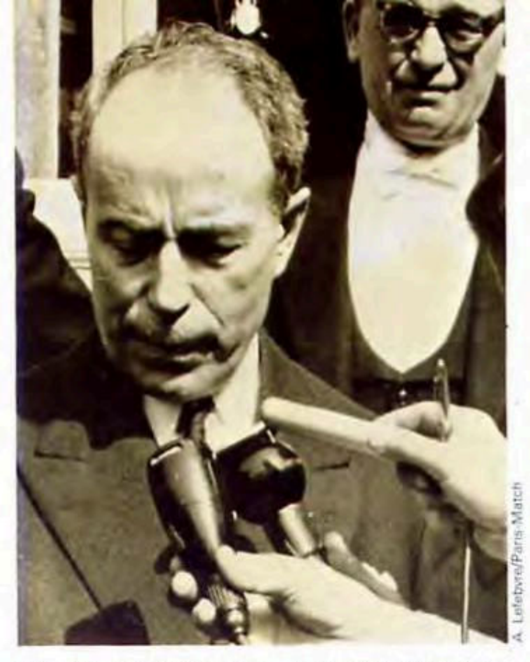
Dès lors, il ne reste plus qu'à ouvrir la voie au général de Gaulle par les procédures légales. Le président Coty va s'y employer avec une énergie et une détermination que l'on n'attendait pas. Il est vrai qu'un autre obstacle vient encore de céder. La publication de la lettre d'Auriol et la réponse du général, décidé à « ne pas recevoir le pouvoir d'une autre source que le peuple », lèvent bien des objections du côté socialiste. En tout cas, René Coty invite les présidents des deux Chambres, Le Troquer et Monnerville, à rencontrer le soir même le général de Gaulle à Saint-Cloud.

Il n'est que temps. C'est une lutte de vitesse qui s'instaure. Le général ne vient-il pas de recevoir, ce 28 au matin, quatre officiers venus d'Alger, dont le général Dulac, que les journalistes en faction prennent fort opportunément pour Catroux. Face à ses visiteurs, de Gaulle paraît fatigué, pessimiste. Il piétine en vue du port en raison de l'opposition des socialistes. « Ils ne veulent pas de De Gaulle! » Après s'être fait expliquer en détail le plan « Résurrection », il paraît décidé à tenter l'aventure, tout en avouant sa répugnance à jouer les Bonaparte.

Rien n'est encore assuré. Dans ces conditions, l'entrevue de Saint - Cloud paraît bien être celle de la dernière chance avant le saut dans l'illégalité. Mais, là encore, c'est un nouveau dialogue de sourds. De Gaulle se heurte à un Le Troquer congestionné, « glapissant », qui refuse de céder sur les principes. Le désaccord porte sur trois points : la procédure d'investiture, les pleins pouvoirs pour un an, la mise en congé du Parlement pour la même durée. On se sépare sur un sentiment d'échec absolu. A 5 heures, la voiture du général entre à « la Boisserie ». Tant pis! Ce sera « Résurrection », l'aventure militaire. Alger est prévenu dans la matinée.



**Pierre-Henri ▶ Teitgen. Ce ministre écrira, le 27 mai, sur son agenda : « Débarquement ce soir? » Il parlait du plan « Résurrection », qui ne connaîtra, en définitive, aucun début d'exécution. Mais il donne lieu à une vaste intoxication.**



**Antoine Pinay. Entrevue avec de Gaulle, le 22 mai. Elle dure deux heures. Thé et sympathie. On se quitte conquis.**

Mais le président de la République tient en réserve une dernière carte. Il jette dans la bataille tout son pouvoir et tout son prestige. A 15 heures, devant les deux Chambres réunies, Le Troquer et Monnerville lisent une déclaration du président de la République. Les représentants sont debout. Après un long préambule tombe le passage clé : « Dans le péril de la patrie et de la République, je me suis tourné vers le plus illustre des Français, vers celui qui, aux années les plus sombres de notre histoire, fut notre chef pour la reconquête de la liberté et qui, ayant réalisé autour de lui l'unanimité nationale, refusa la dictature pour rétablir la République. »

Ainsi, c'est fait! Au Palais-Bourbon, les communistes et quelques socialistes se rasseyent, furieux. Le Troquer poursuit, rapidement, étouffant visiblement de rage : « ... Je demande au général de Gaulle de bien vouloir conférer avec le chef de l'État et d'examiner avec lui ce qui, dans le cadre de la légalité républicaine, est immédiatement nécessaire à un gouvernement de salut national et ce qui pourra, à échéance plus ou moins proche, être fait ensuite pour une réforme de nos institutions.

La suite se perd dans un brouhaha croissant. Applaudissements au centre, à droite. Hurlements à gauche : « Vive la République! Le fascisme ne passera pas! » Les communistes entonnent *la Marseillaise*, reprise par la droite. L'extrême gauche réplique par *le Chant du départ*. A l'agonie, incapable de disparaître dignement, l'Assemblée affiche un manque total de mesure. A 15 h 30, le général fait son entrée à l'Élysée. A 22 h 30, Alger donne le contrordre. « Résurrection » n'aura pas lieu. La IVe République n'en est pas moins condamnée et même déjà morte. H

**Philippe MASSON**

# C'ÉTAIT AU



René Bail

◄ Un des aspects les plus pénibles de la guerre, les dissensions qui éclatent au milieu des douars isolés. L'armée poursuit son objectif et le F.L.N. le sien. Ici, une grotte a été decelée près d'un douar. Est-il complice ?

POPULATION algérienne, que voulais-tu ? Indépendance ? Autonomie ? Intégration ? Autodétermination ? La fin du colonialisme ou la présence française ? Avais-tu choisi l'insurrection nationale ou la révolution sociale ?

Au quartier Latin, j'ai entendu, sur les terrasses à la mode, devant des demis et par-dessus les éditoriaux contradictoires de *Rivarol* ou de *France-Observateur*, les intellectuels se jeter au visage deux interprétations opposées : « Si la France reste, disaient les uns, c'est parce que l'armée impose la terreur. — C'est l'A.L.N. qui fait régner la loi du couteau, ripostaient les autres. — L'armée se livre à des représailles sanglantes et inadmissibles ! — L'armée est au-dessous de sa tâche, noyautée qu'elle est par les cryptococos ! »

Bien peu de ces théoriciens y sont allés voir. Moi, si ! Et je suis bien perplexe. Je verse une pièce au dossier. A l'état brut, si possible — est-ce possible ? Elle vaut ce qu'elle vaut. J'ai l'immense vanité de la croire significative.

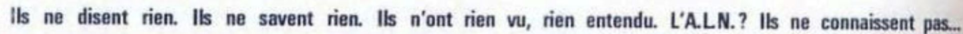
Notre compagnie est commandée par un capitaine à particule, partisan convaincu de la fraternité musulmane. Il oblige les appelés à taper la carte ou le domino avec les harkis, traîne l'autodéfense en ratissage. Il va laisser la place à un vieux lieutenant sorti du rang, décoré sur tous les fronts, qui n'a qu'un souci : l'efficacité. Comme les grenouilles, nous demandons un roi et nous sommes sûrs que le second nous comprendra mieux que le premier.

Un vendredi après-midi, le lieutenant emmène un jeune aspirant, un sergent, avec une forte patrouille, dans la région de Chaaffa — un « sale » douar qui paye bien aux collecteurs, qui compte dans sa population le père Ressam, dont deux fils sont fellaghas. En partant, l'officier nous dit sa certitude de trouver quelque chose d'intéressant. Et la chance le sert. Au pied du promontoire où se perche Chaaffa, il trouve l'entrée d'une cache de grande dimension. La patrouille entre dans la caverne, découvre en même temps des peaux d'orange fraîches par terre et, dans le fond, un étranglement qui mène à une autre chambre souterraine. L'infirmier, en raison de sa petite taille, est désigné pour s'y glisser. Il y trouve un canon de fusil de chasse. Une détonation, un cri. « Ils l'ont eu ! » crient les copains. « Ils sont coincés ! » pense le lieutenant qui voit tout de suite très loin. La justesse de sa première intuition l'amène à penser que les autres se vérifieront aussi. La réussite est une pente. La procédure d'éva-san (1) déclenchée, on demande des renforts à la compagnie, au bataillon. De toute urgence.

Je suis au piton depuis vingt-quatre heures. On me dit : « La patrouille est accrochée sous Chaaffa. Ils ont des blessés ; ils demandent des renforts ! » Soyez certains que la phrase m'est restée en tête ainsi que l'image qu'elle a fait naître : les copains planqués derrière les rochers, les blessés qui appellent, les rafales qui claquent. On va contre-attaquer et les déloger en force. Allons-y ! Je meurs de frousse.

Dans la cour, fusil d'une main, cartouchières de l'autre, les volontaires embarquent au vol dans les camions qui démarrent. On récupère les autodéfenses en route, au grand mécontentement des copains : « Le pitaine et ses troncs ! » Aussitôt arrivés, nous sautons à terre et une longue colonne — deux sections et les civils — dégringole vers le fond de l'oued. Placé près du radio, j'apprends

(1) Evacuation sanitaire.



Ils ne disent rien. Ils ne savent rien. Ils n'ont rien vu, rien entendu. L'A.L.N. ? Ils ne connaissent pas...



Bouchet

# I UNE GUERRE CIVILE !..



◄ Les camions partent, cahotant sur des pistes qui mènent au village proche de l'opération. Un des vieux du village a deux fils au maquis. Fait-il partie de la bande ?

P. Coudevre



Opération ► d'encerclement. On investit les mechtas (groupes de gourbis), avant d'y pénétrer et de faire parler ceux qui pourraient savoir. Que diront-ils ?

René Bail

la nature de la mission : bouclage volant du douar de Chaaffa. On aperçoit en bas, à gauche, les goumiers de la S.A.S. qui nous croisent et vont se poster sous le douar, à l'ouest ; nous nous dirigeons, de creux en bosse, vers le flanc sud-est du village encore invisible. Tout à l'heure nous apercevrons les bérets noirs du commando de chasse, en ratissage dans le coin et qui, à l'appel du lieutenant, s'est porté en ligne au nord des gourbis. La jonction s'opère. Le douar est bouclé une demi-heure après la demande de renforts.

Reprenons souffle, voulez-vous, avant d'entrer dans le village investi. Moi, débutant, je suis déçu : j'attendais l'occasion de me mesurer à l'échelle du danger et je me demande ce qu'on fout là au lieu de marcher au canon. Si nous sommes là, c'est que le lieutenant a eu sa deuxième intuition de la journée : cette grotte est sous Chaaffa, le douar est complice, il ravitaille et renseigne les fellaghas par ce moyen. Voilà le maillon qui nous manquait pour assembler nos raisonnements, le flagrant délit qui faisait défaut à nos accusations. Et les fils Ressam sont dans le trou : tout se tient, tout est logique. Et le douar, pour les soldats, n'est pas seulement complice — pour eux c'est évident —, il est coupable puisqu'un copain s'est fait descendre. « Pas de cadeaux ! » entend-on dans la colonne. J'entends glapir les beaux esprits : « Mais c'est scandaleux ! » Attention ! Une seconde de réflexion. Quand votre patron vous a couvert de reproches injustifiés, c'est bien votre épouse ou vos gosses qui ont l'exclusivité de votre agressivité rentrée. Quand un abject individu, à peine humain, viole le code de la route avec un aplomb scandaleux et broie sous le poids de son horrible véhicule l'aile gauche de votre belle voiture, vous n'avez pas de démangeaisons homicides à l'intellect ? Venez dans le djebel, tendez la joue gauche et nous accepterons vos reproches.

Les copains s'avancent, résolus, dans le douar. Le capitaine, lui, soucieux de sa politique, a tenu à afficher les G.A.D. pour bien montrer à tous qu'il fait une différence entre le bon Arabe — qui aime la France — et le mauvais — qui soutient les immondes rebelles. Il fait de la démagogie, le capitaine. La carotte et le bâton.

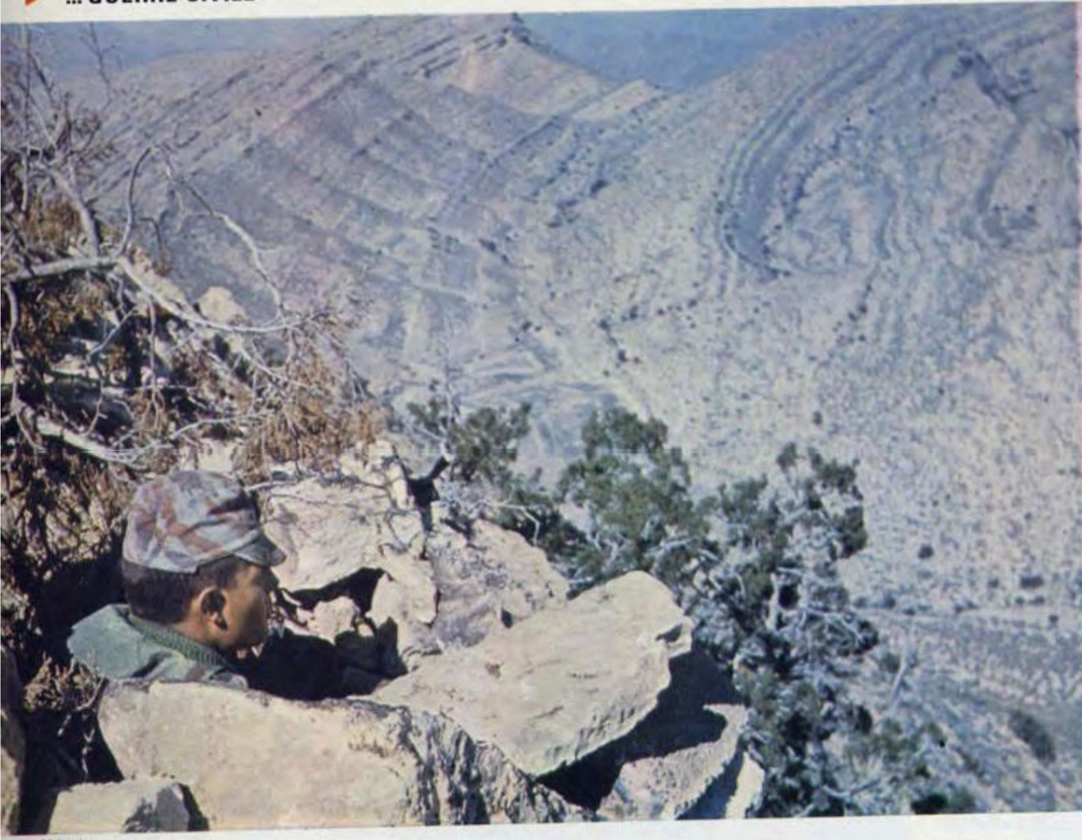
## Képi bleu et culotte de peau

Une section ramasse les civils. Les harkis ne sont pas tendres. Campés devant les gourbis, l'arme à la hanche, ils engueulent le monde et chassent dehors, à grands gestes, les vieux, les femmes, les gosses, toute la famille et les poules qui s'enfuient, folles, entre les pieds. Les chiens jappent de rage, les ânes braient de détresse au coin des baraques et des chèvres lamentables tirent sur leur longe. Sous les vociférations des harkis, les ordres des gradés, les insultes ordurières, les civils, silencieux, se tassent en groupe craintif — ou sournois, selon ce qu'on en pense — et commencent à trottiner vers la grotte.

Et voilà que ça me prend aussi, ce zèle impitoyable. Une silhouette furtive se glisse derrière les oliviers. Un sprint frénétique avec un de mes harkis. Bong ! Une énorme bosse contre une branche basse et ma première prise de guerre : une femme !

J'arrive à mon tour sur les lieux et le décor se grave dans ma mémoire. Il y est toujours ! Un petit kilomètre sous Chaaffa, les rochers forment un énorme bourrelet en croissant — où est l'étoile ? Sous le centre du croissant s'ouvre la grotte que bloque notre patrouille postée devant le trou, l'arme prête. Ils se sont fait « allumer » une nouvelle fois. Pas question d'y entrer. Sur la corne droite, on a tassé les civils sous la garde des goumiers. Le lieutenant, conscient du prestige que lui vaut cet exploit, conscient des aspirations vengeresses de ses appelés, commence les interrogatoires dans ce tas accroupi de linge douteux en compagnie de l'officier S.A.S. — képi bleu, culotte de peau. De lourdes taloches pleuvent.

La différence de point de vue qui sépare nos deux officiers se traduit par des différences de méthode. Bientôt par des ordres contradictoires. Le capitaine, en stratège, lance le commando en ratissage dans le grand oued qui part de la grotte et s'évase à l'infini. Les bérets noirs s'élancent. Il envoie une section — celle dont je fais partie — patrouiller les ▶

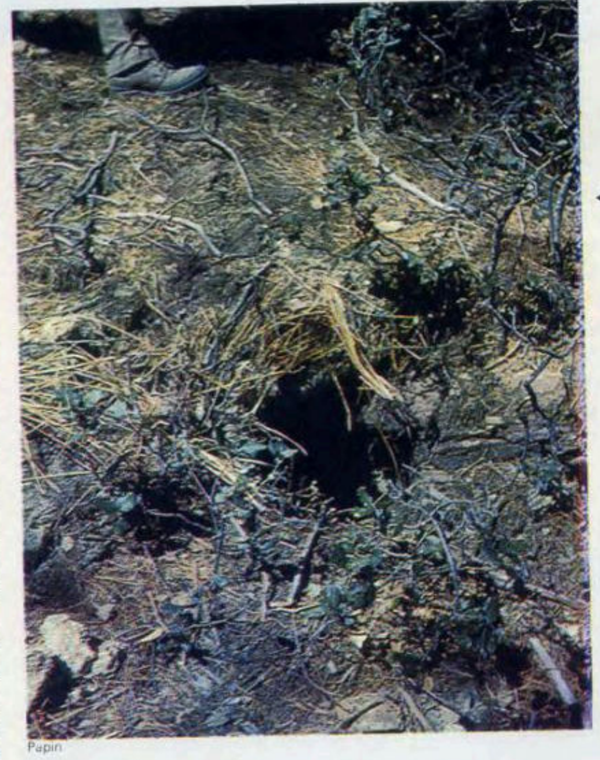


Valentin

◄ L'entrée de la cache, dissimulée, le jour, sous des branchages. Elle conduit parfois à des pièces souterraines, où l'A.L.N. peut installer un dépôt de vivres, une infirmerie ou un P.C. L'Algérie est truffée de caches, de grottes.

Un suspect du village. ► On va l'emmener jusqu'à la cache et le charger de parlementer avec l'adversaire. Il y va, tête basse. Il sait très bien qu'il joue sa peau. Parfois, néanmoins, il la joue en toute innocence et accepte sa mission dangereuse.

## ils n'avaient jamais rien vu, rien entendu



Papin

◄ Comment déloger les *djounoud* de ces trous-là ? Il faut parfois deux ou trois jours. Il arrive aussi que la cache ait une autre issue que l'on ne connait pas, pour le repli. Dans le cas contraire, on enfume avec des gaz lacrymogènes. Si le vent rabat les nappes sur les attaquants, tout est alors à recommencer. On relève les hommes.

environs du douar. Grenade au poing, nous cherchons, dans les broussailles, dans les rochers, l'issue de secours. Une note de service de l'A.L.N. trouvée sur un chef mort interdit en effet aux « frères » de choisir comme cache une grotte sans double issue. Fidèle à son intuition, le lieutenant pense que cette sortie de secours se trouve dans le village. Il sent déjà la rigueur de sa démonstration et le poids de ses preuves : « Vous voyez bien, mon colonel, que Chaaffa est un douar ennemi ! » L'autre section remonte donc avec ordre de tout retourner dans les gourbis pour y trouver le trou. « Tirez les premiers ! » Dans les deux sections, chacun est persuadé qu'il va voir jaillir devant lui les fellaghas, comme des diables à ressort, d'un arbuste, d'une pierre. Les armes sont prêtes et les grenades presque dégoupillées. Selon la formule rituelle, « ça crapahute sec ». A la nuit, nous sommes bredouilles et nous recevons l'ordre de nous replier sur la grotte. Une autre hypothèse est envisagée. Dans l'oued, le commando va débusquer des fellaghas, c'est inévitable. Ils vont se jeter sur cette cache. En outre, comme le douar a été bouclé très vite, les « fells » de la région ne sont pas prévenus et vont venir à ce rendez-vous — car le lieutenant est sûr, en cette période de ramadan, qu'un rendez-vous est prévu dans le trou. Ses certitudes font autorité. On nous disperse en embuscades par petits éléments dans toute la vallée pour les intercepter. Et c'est ma première nuit de veille — il y en aura quelques autres — avec mes six gars. Allongés sur la roche dure, l'arme au creux du bras, on pompe la nuit de tous ses yeux, on fouille le silence, l'oreille tendue comme un muscle. Les sanglots des chacals vous remuent les tripes ; un coup de feu inopiné... Et rien ! Pendant des heures ! Jusqu'au décrochage.

Les camions remontent à la compagnie des gars harassés et volubiles. On commente le coup, on suppute les chances et on envisage les conclusions les plus diverses. La vie a un sens : les « fells » sont là ! Et les conversations s'entrecroisent dans la nuit, le vent, le gueulement des G.M.C. qui arrachent la pente à 15 à l'heure.

Quand nous arrivons au poste, les cuistots nous attendent, hilares et gonflés d'importance. « Regardez les coups de lampe, disent-ils, le doigt tendu vers le djebel. Regardez, un vrai festival ! » Le long des pentes noyées d'ombre, à tout



Paul Ribeaud

instant, une lampe clignote ici, ailleurs... Ils sont prévenus, ils se donnent l'alerte. Comment ont-ils su ? Une pensée émue pour les quinze copains qui sont restés devant le trou pour la nuit et on sombre, sur le lit de camp, dans un sommeil sans rêves.

Samedi matin. Nous venons de relever le petit élément qui bouclait la grotte cette nuit. Ils sont repartis, les yeux rouges, la barbe dure, sur cet avis péremptoire : la grotte a une autre issue, très lointaine, et les rebelles ont filé. Nous « on joue aux c... ! » Nous sommes répartis sur les deux branches du croissant, l'arme braquée vers le trou. Au moment où nous quittions la compagnie, deux lourds hélicoptères nous ont croisés. Ils se sont posés là-bas, dans l'oued, et une dizaine de gaillards athlétiques en sont descendus, sont venus se planter devant l'entrée de la cache : brigade des gaz du génie d'Orléansville. Action spéciale !

Derrière nous le lieutenant continue à interroger les civils. Il ne parvient pas à les faire avouer et ils nient de la tête : non, ils ne connaissaient pas les fellaghas du trou ; non, ils ne savaient pas qu'ils étaient là ; non, ils ne les ravitaillaient pas ; non, les Ressam ne sont pas venus au village. On va bien voir. En bas, l'adjudant-chef des sapeurs a préparé son équipe. « Envoyez l'aîné des Ressam ! » L'aîné des trois, celui qui n'a pas rejoint le maquis, un grand Arabe de quarante ans (mais ont-ils un âge, ces visages sombres vidés d'expression ?) est poussé vers le trou de la botte et de la crosse. Avec nous, l'adjudant du service renseignements et deux de ses sbires, le sergent infirmier du bataillon...

## Un petit berger de douze ans !

Le grand Ressam va demander à ses frères de se rendre. On le voit remuer obstinément la tête, mais les coups de pied, le canon d'une MAT dans le dos finissent par le décider. Suivi de quatre sapeurs il se glisse dans le trou... Trente secondes à peine. Une volée de détonations éclate sous le ventre des rochers. « Je savais bien qu'ils étaient toujours là ! » dit le lieutenant derrière nous. Les sapeurs refluent en rafalant. Seuls ! Les fellaghas ont eu le grand Ressam... Les sapeurs font signe. Il leur faut quatre volontaires pour ramener le blessé et c'est important : il a eu le temps de récupérer le pistolet perdu par notre infirmier dans sa chute, hier. C'est encore à coups de crosse que quatre petits vieux sont poussés vers le trou. « Cette espèce de grand c... de sergent rempilé ! » dit quelqu'un. Les copains n'apprécient guère ces brutalités inutiles. Ce qu'ils veulent, c'est voir les « fells » sortir et rafaler un bon coup. Les armes s'énervent. En bas, les petits vieux supplient, lèvent les mains. Les sapeurs lèvent leurs armes et les petits vieux se mettent à courir gauchement vers la grotte. Moins de cinq minutes plus tard, ils ressortent, en le traînant sur les pierres, le grand Ressam, durement touché, qui geint et qui saigne dur. « Tu es gâté pour un nouveau ! » me dit un copain. Ce copain-là, dans trois semaines, je lui demanderai de m'achever, au cours d'une nuit de chasse infernale où, écroulé dans un oued, je hurlerai ma cheville disloquée et ma fatigue inhumaine. Pour l'instant, à l'abri de son rocher, il me confie ses inquiétudes. Il faudra, au retour, que nous soyons vigilants, sinon les journalistes vont s'emparer d'une histoire comme celle-ci et en faire un assaut monstrueux avec préparation d'artillerie... Là-bas, dans l'oued, un éclair agaçant jaillit entre deux pierres. « Je t'en foutrai des signaux, moi ! » Sans comprendre, je me joins à la galopade. Deuxième capture : un petit berger de douze ans qui va payer cher sa présence en zone interdite et ses signaux lumineux. A qui ? C'est ce qu'on saura bien lui faire dire. Une patrouille ▶

# après trois jours de siège, mon premier "fell" sortit de sa grotte, seul et minuscule...



F. Reynaud

◀ Opération terminée. Quatre fellaghas se sont rendus, et chez leurs adversaires il y a eu de la casse dont il faut dresser le bilan.



Après trois jours ▶ de siège, perdus au milieu du djebel. La plaine a l'air d'un vert paradis. C'est la panne? Mais qu'importe !

Une cache vide. Une de plus. Il y flotte encore une odeur de poudre, de sang et de lacrymogène. Et le silence est retombé. ▼



Marquezy

démarre vers le point probable où il les envoyait.

Les sapeurs tentent plusieurs techniques. L'incursion pure et simple et le repli protégé à la grenade. Les fellaghas tirent. L'incursion aussi avancée que possible et la pose de pains de T.N.T. — « Ça va les secouer ! » — dans la première caverne. Un vacarme à vous tourner le cœur. Les fellaghas les accueillent encore à coups de fusil. « Des coriaces ! » Enfin, ils se masquent et entrent une fois de plus avec, à la main, de petites bouteilles de tôle grise très laides : des lacrymogènes. Cette fois, « ils » vont sortir. On s'aplatit derrière son rocher, on relève son arme, on épaule. Mais les fumées stagnent dans la première caverne. Et le vent se lève, fait tirage. En dix secondes toute la section pleure et tousse.

Et ça dure tout l'après-midi avec un seul entracte : l'arrivée du commandant ! Lunettes noires, gants de cuir, canne de jonc — comme dans Vigny — mais, pour la grandeur militaire, un poignard à dépecer les aurochs et un colt démesuré. Il s'assoit sur une roche et tonitrue : « Fellaghas, rendez-vous ! » Une furieuse volée de détonations répond en écho et les ricochets piaulent pointu. Longtemps...

Si par hasard ça réussissait, si les fumées rendaient la grotte intenable, si les fellaghas sortaient, il se passerait des choses très inattendues. D'abord, au reflux des sapeurs, nous ouvririons tous le feu. Logique. Et il est probable que plusieurs fellaghas seraient tués ; mathématiquement, la moitié. Il faudrait alors, pour chaque cadavre, ouvrir un procès-verbal de gendarmerie terminé par la formule rituelle : « Interpellé par les forces de l'ordre, s'est enfui et a été abattu après les trois sommations d'usage » ! Il n'est pas exclu qu'une reconstitution ait lieu dans les règles... L'autre moitié — les blessés — serait, en théorie du moins, soignée tout d'abord avant de subir un interrogatoire. On les déférerait ensuite au parquet et ils seraient jugés pour acte de rébellion. S'ils ont eu le bon sens de sortir sans leurs armes, ils peuvent être relaxés, la rébellion n'étant pas caractérisée. Scandale : les troupes tirent sur des civils désarmés ! Il arrive, enfin, que, parmi les fellaghas, se trouve un authentique repris de justice, genre bandit corse, passible de peines de droit commun. S'il est tué dans l'affaire, son tueur sera cité au régiment ; s'il est blessé, il sera jugé pour son ancien délit.

En fin d'après-midi notre section est relevée et remontée au piton. On décrasse dans un casque d'eau son visage brûlé, on se jette sur la « graille » et sur la bière, on raconte, la bouche pleine, ce qui se passe en bas... Le temps de se demander ce que font les fiancés en ce samedi soir de printemps, on y retourne...

Dans le crépuscule, les camions nous ont laissés au-dessus du douar. Quinze hommes en colonne par un démarrent en courant vers la grotte. Je n'oublierai jamais cette colonne farouche, armée silencieuse, qui traversait à longues foulées souples le village terrorisé où les habitants nous regardaient passer sans un mot.

Le sergent-chef C..., tout en bas, boucle l'oued, dos à la grotte ; l'aspirant L... fait le siège de la cache et mon élément,



Coll. particulière

tout en haut, assure la protection face au douar. Une nuit collante, peuplée d'immenses cris lointains — les chacals — et de mille frôlements. Mille petites alarmes — le vent dans un fourré, un papier dans les herbes — et le cœur qui se met à battre à toute allure, le souffle qu'on bloque pour mieux entendre et fondre... Et les réflexions : la pitié est-elle naturelle ou naïve ? Est-il atroce de maltraiter des gens, peut-être sur le point de nous égorger tous ? Alors pourquoi voulons-nous rester dans ce pays ? Pour eux ou pour nous ? On ne me demande pas mon avis.

A chaque heure, vacation radio. Le petit transmetteur — que les « fells » égorgeront en octobre — nous suit depuis sa tour distante de douze kilomètres : « Blanc 30 de Blanc 60. Rien pour moi ? Terminé. Prochain QRX ! » J'entends encore, dans la nuit hostile, le chuintement ami du combiné et cette petite voix paisible, pleine de sollicitude. Dans la nuit... Le harki de garde me secoue : « *Chouf !* » A moins de 200 mètres, une lampe s'allume et s'éteint à flanc de pente suivant un rythme convenu. Alerte silencieuse, un caillou pour prévenir ceux d'en bas. Un égaré qui vient les rejoindre ? Des renforts qui viennent les dégager ? On répond au hasard avec une torche. Nos signaux ne coïncident pas. Nous ne les reverrons pas.

Le jour enfin ! Dernier appel radio. On s'étire. On bâille. C'est dimanche ! Un dimanche radieux et chaud, embelli par l'incertitude des batailles : allons-nous vaincre aujourd'hui ?

Chacun reprend sa place : les civils sur leur rocher, les sapeurs dans le trou et même l'autodéfense, tout là-haut, sous le village, aligne ses loques multicolores et ses fusils invraisemblables. Le capitaine sait qu'il doit réussir devant ce public : nous devons vaincre devant l'autodéfense et rassurer ainsi leur loyalisme, sinon ils déserteront de peur d'avoir joué le mauvais cheval. Les gens de Chaaffa doivent se dire qu'on ne trahit pas impunément, sinon ils recommenceront avec la bénédiction de l'état-major, et l'opprobre sera pour nous. Le lieutenant voudrait ajouter un troisième volet à ce panorama de notre efficacité : nous savons tout, aussi bien qu'eux. Pour les copains, curiosité, impatience... Notre victoire est dans ce trou ; notre sécurité avec. Viens les prendre !

Les sapeurs ont amené aujourd'hui deux énormes caisses. On m'envoie les chercher avec quatre civils, dont le vieux Ressam. Les quatre misérables, dont les haillons laissent voir la maigreur, soufflent, grimacent, tirent à se craquer les jointures, s'arrêtent une seconde, un regard terrorisé sur mon P.M. Ai-je déjà eu l'air aussi bête ? Les traits du vieux Ressam semblent torturés par un essoufflement inhumain autant que par la crainte. Je n'ose pas les regarder. Mais on les engueule de loin et les malheureux bougnoules reprennent leur élan comme j'allais me pencher pour les aider. Je ne suis ni un saint ni un soldat. Mais je suis sûrement une poire au dire des copains. Avant de lancer la soufflerie, les sapeurs expédient le vieux Ressam dans la grotte. « Dis à tes fils de se rendre ! » Il dit non de la tête et s'avance à pas lents... Cinq minutes après, il est allongé près de moi, une charge de chevrotines dans le flanc. L'infirmier lui arrache ses loques sanglantes. En tombant, le vieux a perdu son masque et absorbé une forte dose de gaz. Le visage torturé se ferme sur une douleur sans nom. Pas une plainte ! Simplement, quand l'infirmier lui dit : « Maboul ton fils ! » il tourne la tête, vaguement. Toujours ce *non* impénétrable qu'ils nous opposent tous !

La soufflerie, un gros moteur orange, tourne à plein régime et gonfle un gros tuyau obscène qui plonge dans l'indécent vagin de la montagne pour y cracher une fumée mortelle. Mais voilà que le moteur peine, comme une 2 CV dans une côte. Il broute, il patine, puis lance, libéré, un chant aigu pendant que le tuyau explose d'un seul coup. Ils ont coudé le tuyau — pour nous renvoyer le gaz — et il n'a pas résisté à la torsion. Silence de mort dans les rochers. On les enfume comme des bêtes, mais, dans cet affrontement, quel adversaire grandit l'autre ? Peut-être l'humiliation est-elle plus propice au courage viril que le triomphe. Le vent se lève. Une fumée à odeur de sépulcre nous arrache la gorge.

Depuis deux jours on les assiège, on les devine à leurs réactions. Invisibles, opiniâtres comme le rocher même, c'est comme si la montagne nous résistait. Sont-ils des hommes pour nous opposer une telle résistance, pour jouir d'une telle complicité minérale ? Des monstres souterrains ! Tout dépend d'eux : une vraie tragédie classique. Suivant qu'ils décideront de résister, de se suicider, de sortir avec ou sans armes, de s'offrir en holocauste, nous serons les plus forts ou de sanglantes brutes imbéciles. Les civils nous jugeront d'après leur capitulation. A nous de jouer juste. Et voici que la querelle éclate entre eux. Des coups de feu. Eux aussi cherchent le moyen de finir en beauté !

## Selam Mohamed Ben Djelloul

Dimanche, 13 heures. Le premier fellagha sortit au début d'un après-midi gonflé de soleil. Camus a raison : la grande lumière est plus tragique que l'ombre. Sur les rochers en amphithéâtre deux cents hommes ; devant lui, fléchi sur les jarrets comme un rétiaire, un sapeur le tenait au bout de sa MAT. Et il avait précisément l'air, ce musulman, d'un chrétien jeté sur le sable du cirque. Seul et minuscule. Un treillis verdâtre, une grosse gueule mal rasée, barrée d'une moustache noire. « Ton nom ! » répétait le sapeur. Incroyablement réel, mon premier fellagha s'appelait Selam Mohamed Ben Djelloul. Les Ressam n'étaient pas dans la grotte.

17 heures. Trois fellaghas à demi nus, en long caleçon molletonné, dégueulent une bave blanchâtre à quatre pattes dans les cailloux. Il a fallu brûler leurs tenues imprégnées de gaz. Une odeur de fer pourri et de fumée sale flotte... Devant ▶



Coll. Brésillon

Devant ce trou béant, ç'a été « le cirque » pendant trois jours. Et pendant trois jours, tout un douar a tremblé. Finalement, aucun des « fells » arrêtés n'était du coin. Mais des représailles sur la population, c'est bien ce que veut l'adversaire.

## la population, éternel enjeu pour ceux qui veulent lutter les armes à la main

le trou un chef militaire agonise sur un brancard. Selam voulait se rendre, lui, non. La balle de mauser, entrée par le dos, a crevé la poitrine. Son poumon palpite entre les côtes. Il « pédale ». Mauvais signe.

Les autres n'iront pas au tribunal. Soigneusement interrogés au P.C. bataillon, ils ne survivront pas.

Si j'ai choisi cette affaire de grotte, c'est qu'elle me paraît assez symbolique de la place de la population civile dans la guerre d'Algérie.

Elle est caractéristique d'un déroulement : on accroche, on trouve les fellaghas, on se jette sur le village le plus proche et on exerce des représailles immédiates sur une population suspecte qu'on utilise comme moyen de pression.

Elle est caractéristique d'une situation : fellaghas et sapeurs s'affrontent par population interposée. C'est elle qui reçoit les balles.

Elle est caractéristique d'un climat : nous devons nous imposer à cette population peu sûre par la force, donc par la capture des rebelles. Nous en avions tous obscurément conscience.

Elle est caractéristique de la guerre : on trouve par hasard des adversaires coriaces, on croit prendre telle bande, on en prend une autre. On déploie des efforts spectaculaires pour capturer une demi-douzaine de rebelles.

Nous avons appris là-bas à nous méfier des systèmes qui font dire aux gens ce qu'ils ne pensent peut-être pas et qui voient les peuples d'une façon monolithique.

### La tactique des fellaghas

Nous avions affaire à trois sortes de musulmans :

1) harkis fidèles, dévoués jusqu'à la mort, vieux médaillés, villages enthousiastes. Ceux-là disaient : « Les fellaghas foutent le b... ; sans eux, on serait tranquilles. » Ils étaient nombreux. Et comme ils étaient francs et droits — avec nous —, nous les aimions bien. Ils veillaient sur nous ;

2) à part ces « bons » Arabes, il y avait ces populations sournoises, muettes, fermées, ces grands Maures énigmatiques qui disaient non à tout. Crainte des représailles du F.L.N. ? Opposition sincère à notre présence chez eux ? Impossible à dire ;

3) les fellaghas, insaisissables et impitoyables, certainement reçus, ravitaillés, renseignés par les seconds, tenus à l'écart les armes à la main par les premiers.

Notre choix était clair et n'avait rien à voir avec nos convictions politiques : amitié avec les premiers ; avec les autres, méfiance, sévérité. La pitié était un luxe inutile. Ils n'en auraient pas.

Les musulmans étaient-ils de bons Français soumis à la terrible contrainte de l'A.L.N. ? Etaient-ils des patriotes algériens écrasés sous la menace militaire de la France ? Ou encore de pauvres types inconscients écrasés entre deux chantages contradictoires ? Ou tout à la fois ? Certains avaient choisi.

La tactique des fellaghas était, en gros, la suivante : provoquer, par des embuscades, entre autres, des représailles qui nous rendaient odieux à la population. En général, ils préféraient, parmi nous, les brutes, qui les justifiaient, aux gens paisibles et généreux, qui leur donnaient tort. On peut penser ce qu'on veut d'un tel calcul. En fait, il n'était pas toujours payant et, parfois, il faut reconnaître que la population l'admettait mal. H

**J.-P. BRÉSILLON**

# HISTORIA magazine

**Hebdomadaire**
**paraissant tous les lundis**
**Éditions Jules Tallandier**
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*

Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
**Librairie Jules TALLANDIER**
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

**ABONNEMENTS**

**FRANCE :** 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
**BELGIQUE :** S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

**Tarif :**
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

**RELIURES :**
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

**NOTE A NOS ABONNÉS :**
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.


# CHRONOLOGIE
## (1er au 7 juin 1958)

## FRANCE

*1er : investiture du général de Gaulle à l'Assemblée nationale. Dix-sept orateurs inscrits, dont Mendès-France : « La IVe République périt de ses propres fautes », et Mitterrand : « En droit, le général de Gaulle tiendra son pouvoir de la représentation nationale ; en fait, il le détient déjà du coup de force. »*
*Le général de Gaulle obtient 329 voix contre 224. Seuls, les 141 députés communistes, un peu plus de moitié des socialistes et une fraction des radicaux lui ont refusé la confiance.*
*Le nouveau gouvernement comprend quatre ministres d'État (Guy Mollet, Pierre Pflimlin, Houphouët-Boigny, Louis Jacquinot) ; Michel Debré devient garde des Sceaux, Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères, Antoine Pinay, ministre des Finances.*
*Vote de la reconduction des pouvoirs spéciaux en Algérie par 337 voix contre 197.*
*3 : vote des pleins pouvoirs pour six mois par 322 voix contre 232, vote de la loi constitutionnelle (réforme de l'article 90) par 350 voix contre 161. Séparation des assemblées.*
*Messages du général de Gaulle au roi du Maroc et au président Bourguiba : invitation à reprendre le dialogue.*
*La Tunisie accepte d'ajourner sa plainte contre la France au Conseil de sécurité.*
*4-7 : premier voyage du général de Gaulle en Algérie (Alger, Constantine, Bône, Oran, Mostaganem) : « Je vous ai compris. » Partout, il lance un appel « à la discipline totale et sans réserve ».*

## AMÉRIQUE

*1er : offensive des troupes gouvernementales cubaines contre les guérilleros de Fidel Castro.*
*5 : démission de l'amiral Strauss, président de la commission de l'Énergie atomique des États-Unis.*

## EUROPE

*1er : élections législatives en Belgique : victoire du parti social-chrétien.*
*Élections législatives en Suède : victoire du parti social-démocrate au pouvoir.*
*Visite du président de l'Allemagne fédérale aux États-Unis.*
*2 : condamnation du titisme par le congrès du parti communiste bulgare.*
*3 : signature d'un contrat commercial entre Krupp et l'U.R.S.S.*
*Violents incidents à Porto (Portugal).*
*6 : Harold Macmillan part pour les États-Unis.*
*7 : émeutes opposant Turcs et Grecs à Nicosie (Chypre).*
*Neuf aviateurs américains, dont l'hélicoptère a été contraint de se poser en Allemagne de l'Est, arrêtés par les autorités.*

# NOTRE PROCHAIN NUMÉRO




***L'INVESTITURE DU GÉNÉRAL DE GAULLE***

## Sommaire

**● De Gaulle à la barre**
Du 13 mai au 1er juin 1958, le général publie trois communiqués, tient une conférence de presse, prononce son discours d'investiture, écrit deux lettres rendues publiques... Il ne parle jamais d'« Algérie française » ni d'intégration. Quelle politique allait mener l'homme que les insurgés d'Alger avaient porté au pouvoir ?

**● Hésitations de la gauche**
Syndicats et partis au pouvoir tentent désespérément, dans les derniers jours de mai, de barrer la route à ceux qu'ils appellent les factieux d'Alger. Grèves et manifestations se multiplient sans apporter les résultats escomptés.

**● Envoyé spécial**
Reporter d'un grand quotidien, un journaliste en mission à Alger raconte ses aventures et mésaventures, ses rencontres et entretiens avec les principaux chefs militaires après le 13 Mai...

**● Mes écoliers**
Pour des centaines de jeunes instituteurs et professeurs, l'Algérie ne fut pas seulement la guerre. Nombreux furent ceux qui se consacrèrent, avec passion, à la scolarisation des jeunes Algériens, aussi bien dans les villes que dans le bled. L'un d'eux nous apporte son témoignage.

ISTORIA
gazine




L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — 20, rue de la Liberté
Trois éditions quotidiennes — 20 francs — Téléphone : 373-80 à 85

Jeudi 22 Mai 1958



Nouvelle manifestation d'unité, hier soir au forum

# "Ensemble, indissolublement unis nous remonterons les Champs-Elysées et nous serons couverts de fleurs" a lancé à la foule le général SALAN

INFORMATION PAGE 10

## LE ROC

SUITE PAGE 3 Alain de SERIGNY

Au cours d'une séance de travail

## Le Comité de salut public a désigné hier les présidents de ses sept commissions

Une déclaration du général MASSU

# Le général SALAN est le seul patron civil et militaire

Jusqu'à ce que nous soyons arrivés à nos fins, c'est-à-dire jusqu'à la constitution d'un gouvernement de salut public à Paris il le restera

SUITE EN PAGE 3





Sur l'initiative du président René Coty

## Entretiens préparatoires à un appel au général de Gaulle ?

La procédure d'investiture serait modifiée pour permettre aux partis de se prononcer au préalable sur un "programme"

HIER, A FORT-DE-L'EAU

## Manifestation grandiose d'unité du peuple et de l'armée



## Le port retrouve peu à peu sa physionomie normale avec l'arrivée de nouveaux bateaux

SUITE EN PAGE 3

220 tonnes de vivres ont été débarquées ainsi que des lettres pour nos soldats



SUITE EN PAGE 3



## Le général Huet longuement applaudi déclare en arabe "Ici, il n'y a que des Français et des Françaises"

Le commandant Mahdi a apporté le salut du C. S. P. d'Algérie et a fait acclamer le nom de Jacques Soustelle

INFORMATION PAGE 10

